Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Dimanche 8 février 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°826 ■

PROMOTION DU TOURISME

La ministre expose les grandes lignes de la stratégie nationale

P 16

ACCÉLÉRATION DU PROJET D'EXTENSION DU PORT D'ANNABA

Le quai phosphatier livré d'ici fin 2026

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, s'est rendu hier, dans la wilaya d'Annaba, pour une visite de travail et de suivi consacrée à l'avancement des travaux du projet d'extension du port d'Annaba, et notamment à la réalisation du quai minéralier prévue dans le cadre du projet intégré de phosphate. P 3

CONSTRUCTION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

L'innovation, un choix stratégique

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a souligné, hier à Annaba, que l'innovation constitue un «choix stratégique incontournable pour la construction d'une économie nationale basée sur la connaissance et les énergies des jeunes».

P 2

DISPOSITIF SPÉCIAL RAMADHAN

Ouverture de 560 marchés de proximité dès demain

Les préparatifs du mois de Ramadhan 2026 entrent dans leur phase opérationnelle avec le déploiement d'un vaste dispositif national combinant soutien au pouvoir d'achat, organisation de marchés de proximité et campagne de sensibilisation à la rationalisation de la consommation. Cette démarche coordonnée entre plusieurs secteurs ministériels repose sur deux axes complémentaires : l'ouverture de 560 marchés de proximité à travers 69 wilayas à partir du lundi 9 février et le lancement d'une dynamique nationale de lutte contre le gaspillage alimentaire et la production excessive de déchets.

P 5

MARCHÉ AFRICAIN DE L'ÉLECTRICITÉ

L'Algérie affiche l'une des croissances les plus fortes du continent

L'Algérie se positionne parmi les locomotives de la croissance de la demande d'électricité en Afrique à l'horizon 2030. Dans un contexte de forte dynamique énergétique sur le continent, le pays devrait enregistrer l'un des rythmes de progression les plus soutenus, porté par l'augmentation des besoins des ménages, l'urbanisation, l'industrialisation et l'apparition de nouveaux usages électriques.

P 3

ACQUITTEMENT DE LA VIGNETTE AUTOMOBILE

Prorogation du délai au 31 mai prochain P 2

RÉVISION DU RÈGLEMENT PARASISMIQUE

Vers un cadre renforcé pour la sécurité des ouvrages d'art P 3

UNIVERSITÉ DE CHLEF

20 projets labélisés P 4

ACQUITTEMENT DE LA VIGNETTE AUTOMOBILE

Prorogation du délai au 31 mai prochain

Le délai d'acquittement de la vignette automobile a été prorogé au 31 mai prochain, en vertu d'une décision du ministère des Finances, publiée au Journal officiel (JO) n 10. Selon cette décision, signée le 11 janvier dernier par le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, "le délai de la débite de la vignette automobile pour l'année 2026, est prorogé au 31 mai 2026 à 16h00". Pour rappel, le code du timbre fixe la période d'acquittement de la vignette automobile du 1 au 31 mars de chaque année, avec la possibilité de prolonger cette période par décision du ministre des Finances.

WILAYA D'ALGER

Lancement de la 8e édition de la grande campagne de nettoyage

La 8e édition de la grande campagne de nettoyage de la wilaya d'Alger a été lancée, samedi, à travers les différentes communes, avec la participation de citoyens et d'acteurs de la société civile, en prévision du mois sacré de Ramadhan, a indiqué un communiqué de la wilaya. Les walis délégués des circonscriptions administratives ont supervisé le lancement de cette campagne dans les différentes communes, avec "une large participation des citoyens et des acteurs de la société civile (comités de quartier, Croissant-Rouge algérien, scouts et associations sportives, culturelles et de jeunes), aux côtés des autorités locales, des corps sécuritaires, des élus locaux et des établissements publics de wilaya et des directions exécutives". Organisée par la wilaya d'Alger, sous l'égide du ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, cette campagne, qui intervient en prévision du mois de Ramadhan, a pour objectif de nettoyer l'environnement pour accueillir cette occasion sacrée dans de bonnes conditions, en associant tous les acteurs, dans le cadre de l'intérêt général, conclut le communiqué.

CONSTRUCTION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

L'innovation, un choix stratégique

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a souligné, hier à Annaba, que l'innovation constitue un «choix stratégique incontournable pour la construction d'une économie nationale basée sur la connaissance et les énergies des jeunes».

Par Z R/Agence

S'exprimant à la clôture de la 5ème Foire algérienne de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'économie de la connaissance, le ministre a ajouté que la dynamique observée dans la wilaya est un «exemple pratique de la transformation économique souhaitée». Il a ainsi souligné que l'intégration des efforts entre jeunes, autorités locales et pôles d'innovation reflète «l'efficacité des politiques publiques soutenant l'initiative entrepreneuriale».

M. Ouadah a indiqué que l'Etat a pris une batterie de mesures pour renforcer le système d'innovation, notamment la création du label «entreprise accélérée» (scale-up), l'institution du Prix du président de la République pour la meilleure start-up et l'activation des incitations fiscales incluses dans la loi de finances pour soutenir le passage des projets «de l'idée à la production et l'exportation». Le ministre a également souligné, dans le même contexte, le rôle croissant de l' « auto-entrepreneur » en tant que pilier essentiel de l'économie nationale, rappelant que la vision future consiste à «intégrer les étudiants, les chercheurs et les compétences nationales, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, dans le cycle économique tout en accompagnant les grandes transformations technologiques, en tête desquelles l'intelligence artificielle».

Le ministre a conclu son intervention en soulignant «la poursuite du soutien de l'Etat à toutes les initiatives des jeunes à travers des mécanismes flexibles et renouvelables, en exécution des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à construire une économie axée sur l'innovation et la technologie et à faire des jeunes le principal acteur du développement économique inclusif».

Il est à rappeler que le coup d'envoi de la quatrième édition de la Foire algérienne de l'Entrepreneuriat, de la formation et de l'Economie numérique (ACF), a été donné, jeudi dernier, à Annaba, en présence de 90 exposants issus des quatre coins du pays avec la participation de plusieurs start-up innovantes et de nombreux acteurs influents dans le domaine du numérique.

Organisée par la société Galacitocm, sous le haut patronage du ministre de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises et le wali Annaba, selon les organisateurs, ce rendez-vous, vise à promouvoir la culture entrepreneuriale, la transformation digitale et l'innovation et à encourager les porteurs de projets et d'idées innovantes à se lancer en entrepreneuriat tout en mettant l'accent sur l'importance de suivre les évolutions technologiques mondiales en matière d'intelligence artificielle ,notamment.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Vers la création d'un grand centre national de recherche en virologie

Dans le cadre de sa stratégie visant à consolider la sécurité sanitaire et alimentaire du pays, l'Algérie s'apprête à franchir une étape majeure dans le développement de son industrie pharmaceutique. Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouassim Kouidri, a annoncé jeudi plusieurs projets structurants destinés à renforcer la production nationale de vaccins et de kits de diagnostic médical.

Lors d'une visite dans la wilaya de Mostaganem, le ministre a présenté le projet de création d'un grand centre national spécialisé en virologie, destiné à développer la recherche scientifique et la fabrication de vaccins adaptés aux virus circulant sur le territoire. Selon M. Kouidri, ce centre sera dirigé par un expert algérien cumulant plus de 40 ans d'expérience dans le domaine de la virologie, tandis que la production des médicaments et produits associés sera assurée par le groupe public Saidal.

Dans l'attente de l'achèvement des infrastructures définitives, un espace provisoire a été réservé au sein du Centre de recherche et développement d'Alger pour lancer les travaux théoriques et pratiques, en attendant la production industrielle dans les unités existantes. Le ministre a insisté sur la nécessité d'adapter les vaccins aux mutations locales des virus afin de garantir une prévention et un traitement efficaces. Parallèlement, à Oran, M. Kouidri a annoncé l'ouverture prochaine d'une unité de fabrication de kits de diagnostic rapide des drogues, portée par le groupe Saidal. Le projet affiche un taux d'avancement de 85 %, avec tous les équipements déjà installés, et devrait créer 50 à 60 postes d'emploi dans une première phase. Un second projet, destiné à la production de réactifs biochimiques, sera également mis en exploitation dans la même région d'ici un an. Cette unité produira 30 types de kits, dont certains pour le dépistage de drogues et de maladies, y compris certains cancers, avec une capacité annuelle de 8,9 millions de réactifs, extensible à 85 types de kits dans le futur. Lors de ses visites, le ministre s'est également rendu dans les usines Inotis, spécialisée dans la fabrication de matières premières non tissées à usage médical et sanitaire, et Hygimed, dédiée aux dispositifs médicaux à usage unique.

Ces initiatives s'inscrivent dans la volonté de l'Algérie de renforcer son autonomie pharmaceutique, d'optimiser ses capacités de production et de participer activement à la sécurité sanitaire régionale et internationale.

R E/APS

DE CROISSANCE INDUSTRIELLE ET D'AMBITIONS TOURNÉES VERS L'AVENIR

Esquirol célèbre 10 ans d'histoire

Depuis dix ans, le groupe Esquirol, à travers sa marque Life, accompagne le quotidien des foyers algériens en transformant des gestes simples en instants de fraîcheur, de confiance et de bien-être. Une décennie marquée par une croissance industrielle maîtrisée, une vision durable et une volonté constante de valoriser le savoir-faire algérien. À l'occasion de ce 10e anniversaire, Esquirol célèbre le parcours de sa marque Life à travers une soirée anniversaire immersive et sensorielle, réunissant partenaires, distributeurs, médias et influenceurs. Un moment de célébration, de partage et de projection vers l'avenir, à l'image de l'ADN du groupe.

10 ans de Life : une vision industrielle algérienne assumée et en constante évolution

Créée au sein du groupe Esquirol, Life incarne dix années d'engagement industriel au service de la qualité, de l'innovation et de la proximité avec le consommateur. Depuis sa création, le groupe Esquirol s'est construit autour d'une vision industrielle progressive et durable, plaçant l'humain, la performance et l'innovation au cœur de sa stratégie.

Le groupe s'appuie sur des standards de qualité élevés, une organisation industrielle structurée et des process conformes aux normes internationales, tout en répondant aux exigences du marché local et en nourrissant de fortes ambitions à l'export. Le groupe Esquirol aujourd'hui, c'est plus de 1 300 collaborateurs ; plus de 90 distributeurs à l'échelle nationale et internationale ; 5 unités de production ; des lignes de production de dernière génération, conformes aux standards internationaux et une organisation industrielle performante, orientée vers la croissance et l'export.

Life : une marque ancrée dans le quotidien des familles

Depuis son lancement, Life s'est imposée comme une marque de confiance, proche des usages et des attentes des consommateurs algériens. Grâce à une présence nationale solide et à un développement progressif à l'international, Life propose des produits accessibles, performants et fiables, pensés pour accompagner durablement le quotidien des familles.

2026 : Esquirol élargit son champ d'expertise et entre dans l'univers de la cosmétique

Porté par cette dynamique de croissance, le groupe Esquirol franchit une nouvelle étape en 2026 avec son entrée dans l'univers de la cosmétique, à travers le lancement d'une gamme structurée autour de trois marques : « Ormina ; Beautify et My Life».

Une diversification stratégique qui illustre l'ambition du groupe de continuer à innover, à créer de la valeur et à répondre aux nouvelles attentes des consommateurs, tout en consolidant son positionnement industriel en Algérie et à l'international.

R E

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ACCÉLÉRATION DU PROJET D'EXTENSION DU PORT D'ANNABA

Le quai phosphatier livré d'ici fin 2026

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, s'est rendu hier, dans la wilaya d'Annaba, pour une visite de travail et de suivi consacrée à l'avancement des travaux du projet d'extension du port d'Annaba, et notamment à la réalisation du quai minéralier prévue dans le cadre du projet intégré de phosphate.

Par Zahir Radji

Il a été accompagné par une importante délégation ministérielle, composée notamment du ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, du ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, ainsi que du ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tachrift. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du Président de la République, relatives à la nécessité d'accélérer le rythme des travaux du quai minéralier dans le projet d'extension du port d'Annaba. Il a été souligné que le projet devait être achevé d'ici fin 2026, compte tenu de son caractère stratégique et de son lien avec les choix de diversification économique et de réduction progressive de la dépendance aux hydrocarbures. Au cours de cette visite, le Premier ministre a reçu une présentation technique détaillée sur l'avancement des travaux, couvrant les différentes phases de réalisation, les délais contractuels, ainsi que les mesures prises pour garantir la conformité du projet aux normes techniques en vigueur. Dans ce cadre, Sifi Ghrieb a donné des instructions aux différentes institutions impliquées dans la réalisation du projet, insistant sur le strict respect des délais, le respect des cahiers des charges et la mobilisation des ressources humaines et matérielles nécessaires, afin d'assurer la réception du quai minéralier dans les délais prévus et selon les standards de qualité et de sécurité. Le quai minéralier en cours de réalisation est destiné à assurer le traitement et l'exportation de près de 10 millions de tonnes par an de phosphate et de produits phosphatés, acheminés via la ligne ferroviaire minéralière Est, dans le cadre d'un dispositif logistique intégré reliant les zones de production aux infrastructures portuaires. En effet, le raccordement du gisement de phosphate de Bled El Hadba, dans la wilaya de Tébessa, au port d'Annaba par une double voie ferroviaire moderne permettra, en outre, de réduire les coûts de transport à l'exportation, d'améliorer la performance de la chaîne nationale du phosphate et de renforcer la compétitivité du produit algérien sur les marchés internationaux. Ce projet structurant revêt une importance stratégique majeure, en ce qu'il contribue au renforcement de la filière nationale du phosphate et à l'augmentation des capacités du port d'Annaba pour l'accueil de navires de grande capacité dédiés à l'exportation du phosphate et de ses dérivés. Le projet comprend notamment la réalisation d'une plateforme de base, l'extension du brise-lames principal sur 1 400 mètres, la construction d'un quai minéralier de 1 600 mètres de longueur et de 16 mètres de profondeur, l'aménagement d'aires arrière sur une superficie de 82 hectares, ainsi que le dragage du bassin portuaire à la profondeur requise. À terme, ce projet d'envergure est appelé à renforcer les infrastructures nationales, à soutenir l'économie du pays, à générer des emplois directs et indirects et à dynamiser l'activité économique dans l'Est du pays, conformément aux orientations stratégiques des plus hautes autorités de l'État. En somme, l'Algérie veut accélérer la réalisation de ses projets stratégiques. Après la mise en service de la ligne minière Ouest, d'une longueur de 950 km, réalisée au bout de 20 mois, tous les efforts sont désormais orientés vers le projet de la ligne minière Est et notamment le quai phosphatier dans le port d'Annaba. Ces deux projets devraient entrer en service d'ici fin 2026, conformément aux engagements du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune. En fin décembre 2025, il avait annoncé devant le Parlement, avec ses deux Chambres, que la première cargaison de phosphate algérien est attendue au port d'Annaba d'ici la fin de l'année 2026. La production nationale, actuellement estimée à 1,5 million de tonnes par an, devrait atteindre 10 millions de tonnes annuelles, ce qui devrait ouvrir la voie à une industrie intégrée des engrais stratégiques pour le marché local et l'exportation. Il faut savoir que ce projet constitue la dernière étape d'un vaste programme industriel reliant la zone d'extraction du phosphate à Bled El Hadba, wilaya de Tébessa, au port d'Annaba. Une fois finalisée, cette nouvelle infrastructure permettra d'augmenter significativement le volume des produits phosphatés et des matières transformées destinés à l'exportation, renforçant ainsi le rôle du pays en tant qu'acteur clé sur le marché international des phosphates.

RÉVISION DU RÈGLEMENT PARASISMIQUE

Vers un cadre renforcé pour la sécurité des ouvrages d'art

Les travaux de la conférence nationale sur la révision du règlement parasismique des ouvrages d'art ont été ouverts hier à l'École supérieure de management des travaux publics. Dans une allocution du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, lue en son nom par le chef de cabinet, il a été souligné que le lancement du processus de révision de ce règlement, en vigueur depuis 2008, intervient dans un contexte marqué par une activité sismique récurrente touchant certaines régions du pays, notamment le nord, ainsi que par des défis croissants liés aux changements climatiques, tels que les inondations, les glissements de terrain et les tempêtes.
Cette situation impose l'adoption d'ouvrages répondant à des normes élevées de sécurité, garantissant leur durabilité et la continuité de leurs fonctions.
L'intervenant a également mis en évidence que les études techniques ont démontré que les ouvrages conçus selon le règlement actuel présentent une capacité de résistance aux séismes largement supérieure à celle des ouvrages anciens. Toutefois, les avancées scientifiques et technologiques récentes, notamment dans les domaines de la modélisation numérique et de l'analyse dynamique, ainsi que les nouvelles normes internationales, rendent nécessaire la révision et l'actualisation de ce règlement selon une approche moderne fondée sur l'évaluation périodique des risques et l'intégration d'outils de surveillance intelligents. Dans ce cadre, le ministre a insisté sur la nécessité d'adopter une approche nationale globale de gestion des grands risques, ne se limitant pas uniquement aux séismes, mais englobant l'ensemble des risques naturels, à travers la prévision, l'analyse préventive et une coordination sectorielle continue, afin d'assurer la protection des citoyens, des biens et des infrastructures de base.
Il a également annoncé l'installation d'une commission nationale spécialisée, composée d'experts, d'universitaires et d'ingénieurs issus de différents secteurs, ainsi que la mise en place d'équipes de travail pluridisciplinaires chargées d'élaborer un plan d'action global à partir des recommandations issues de cette conférence. Une seconde consultation nationale sera organisée avant l'achèvement de la rédaction du nouveau règlement, son adoption et son entrée en vigueur.
L'intervention a par ailleurs souligné le rôle central de l'Agence nationale de contrôle technique des travaux publics, en tant que garant de la sécurité technique des projets nationaux, ainsi que celui de l'École supérieure de management des travaux publics, qui accompagnera ce processus à travers la formation, le développement des compétences et l'intégration des technologies modernes dans les domaines du génie parasismique et de la gestion des risques.

Synthèse R E

MARCHÉ AFRICAIN DE L'ÉLECTRICITÉ

L'Algérie affiche l'une des croissances les plus fortes du continent

Par Réda Hadi

L'Algérie se positionne parmi les locomotives de la croissance de la demande d'électricité en Afrique à l'horizon 2030. Dans un contexte de forte dynamique énergétique sur le continent, le pays devrait enregistrer l'un des rythmes de progression les plus soutenus, porté par l'augmentation des besoins des ménages, l'urbanisation, l'industrialisation et l'apparition de nouveaux usages électriques.
Selon les projections de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la consommation d'électricité en Afrique devrait augmenter en moyenne de 3,9 % par an entre 2026 et 2030 pour atteindre près de 968 térawattheures. Au sein de cette tendance haussière, l'Algérie se distingue avec une croissance attendue d'environ 4,5 % par an sur la même période, soit un rythme supérieur à la moyenne continentale. Cette évolution reflète la transformation progressive du profil de consommation national. La hausse de la demande est alimentée à la fois par la progression démographique, l'extension des zones urbaines, la montée en puissance de l'activité industrielle et le développement de nouveaux usages énergétiques. Cette trajectoire confirme la place stratégique de l'Algérie dans le paysage électrique africain et souligne l'importance des investissements à engager dans les capacités de production, le transport et la distribution.
À l'échelle du continent, la tendance reste solidement orientée à la hausse. La progression attendue d'ici la fin de la décennie prolonge la forte augmentation observée récemment, la consommation électrique africaine ayant crû de plus de 5 % sur un an pour s'établir autour de 801 térawattheures. La comparaison internationale montre également un rythme africain supérieur à la moyenne mondiale, estimée à 3,6 % de croissance annuelle de la demande d'ici 2030.
Le rapport met en avant plusieurs moteurs structurels à cette expansion, notamment l'amélioration de la qualité de l'approvisionnement, l'extension des réseaux, la consolidation des capacités de production et les politiques publiques destinées à élargir l'accès à l'électricité.
En Algérie, ces facteurs se traduisent par une pression croissante sur le système électrique, surtout lors des pointes de consommation, ce qui renforce le rôle des programmes d'efficacité énergétique et de diversification du mix de production. Sur le plan de l'offre, la production d'électricité en Afrique devrait augmenter de 3,6 % par an pour atteindre environ 1 160 térawattheures à l'horizon 2030. Le gaz naturel conserve une position dominante avec plus de 40 % du mix de production et une croissance attendue autour de 2,6 % par an. Cette structure correspond au profil du parc de production algérien, historiquement fondé sur le gaz, qui demeure un socle de la sécurité énergétique nationale.
Dans le même temps, les énergies renouvelables enregistrent la progression la plus rapide. La production issue du solaire, de l'éolien et de l'hydraulique devrait croître de près de 8,6 % par an sur le continent pour atteindre environ 400 térawattheures en fin de décennie. Cette dynamique ouvre des perspectives importantes pour l'Algérie, engagée dans le développement du solaire et la transition énergétique afin de réduire la pression sur les ressources gazières et de verdir progressivement son bouquet électrique. Le rapport anticipe également un recul de la production à base de pétrole, au profit des renouvelables et des solutions de stockage, tandis que le nucléaire, encore marginal en Afrique, devrait gagner progressivement en importance d'ici 2030.

UNIVERSITÉ DE CHLEF

20 projets labélisés

L'Université "Hassiba Ben Bouali" de Chlef a enregistré la labellisation de 20 projets, dans une démarche visant à faciliter la concrétisation des projets d'étudiants, à promouvoir l'innovation et à soutenir l'entrepreneuriat universitaire, a-t-on appris, jeudi, auprès des responsables de cet établissement d'enseignement supérieur.
Ces projets labellisés se répartissent entre 11 projets relevant de la Faculté de technologie et 9 autres des Facultés des sciences de la mer, de l'informatique et des sciences économiques. Ils concernent notamment les domaines de la sécurité alimentaire, la sécurité hydrique, la cybersécurité et l'industrie, a indiqué, à l'APS, Nassima Taileb, enseignante-formatrice au niveau de l'incubateur d'entreprises de l'Université.
Elle a ajouté que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté ministériel N1275, modifié et complété par l'arrêté N 008, relatif à la transformation des mémoires de fin d'études (licence, master, ingénieur) en projets d'entreprises innovantes ou en start-up, de manière à permettre à l'étudiant d'obtenir son diplôme universitaire tout en valorisant ses recherches dans le cadre de l'économie du savoir.
Afin d'assurer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes, l'incubateur d'entreprises de l'Université œuvre à sensibiliser les étudiants et à les informer sur la décision N1275, ainsi qu'à les former avant l'enregistrement du projet, puis durant la phase d'encadrement et de soutenance, et enfin à assurer un accompagnement technique après l'obtention du label, en vue de la concrétisation des projets sur le terrain.

MONNAIE

L'euro stabilisé par les déclarations de la présidente de la BCE, les métaux précieux remontent

La monnaie unique est stable vendredi, après des propos de la présidente de la Banque centrale européenne (BCE) minimisant l'effet d'un euro fort sur les décisions de taux d'intérêt, et les métaux précieux rebondissent, toujours en proie à une forte volatilité.
Comme attendu par le marché, la BCE a laissé ses taux directeurs inchangés, jeudi. Depuis juin dernier, le taux de dépôt, qui fait référence, est à 2%, malgré une inflation en zone euro qui a ralenti.
Vers 11H40 GMT, l'euro prenait 0,10% par rapport au billet vert, à 1,1790 dollar pour un euro. La monnaie unique perdait aussi 0,31% contre la livre britannique à 86,77 pence.
La devise britannique récupérait une partie de ses pertes de jeudi après des remous politiques et le statu quo de la Banque d'Angleterre décidé à une courte majorité, qui a augmenté la probabilité d'une baisse de taux lors de sa prochaine réunion en mars.
L'or et l'argent se reprennent vendredi respectivement de 2,30% et 5,24%. Ce rebond reste tout relatif pour l'argent, qui "affiche une lourde perte cette semaine" de plus de 12%, soulignent les économistes.
L'or a lui quasiment effacé ses pertes. (APS) 53814/520/59362

FORUM DE LA DIPLOMATIE DE LA JEUNESSE

Ouverture de la troisième édition à Oran

Les travaux de la troisième édition du Forum de la diplomatie de la jeunesse se sont ouverts, samedi à Oran, à l'initiative du Conseil supérieur de la jeunesse, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avec la participation d'environ 180 jeunes acteurs, experts et spécialistes dans les domaines de la diplomatie et des relations internationales.
La cérémonie d'ouverture a été présidée par le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, M. Mustapha Hidaoui, le secrétaire général de la wilaya d'Oran, M. Fodil El Aidani, ainsi que le président du Conseil général de la jeunesse de l'Etat frère de Libye, M. Abdelkrim El Fekhal.
Cet événement reflète, selon les organisateurs, la vision stratégique du Conseil supérieur de la jeunesse visant à former une génération de jeunes conscients des défis internationaux, capables de représenter l'Algérie et de contribuer au renforcement de sa présence et de son influence sur la scène internationale.
A cette occasion, il a été procédé au lancement du Guide électronique des participations diplomatiques, conçu comme une référence pratique et interactive destinée à encadrer et organiser la participation des jeunes aux événements diplomatiques aux niveaux national et international.
Ce guide vise également à les doter des outils et des connaissances de base liés au protocole, ainsi qu'aux mécanismes de représentation et de communication diplomatique, contribuant ainsi à renforcer leur présence effective et à leur permettre de représenter l'Algérie de manière honorable dans les forums internationaux.
Il est également prévu l'organisation d'une session de dialogue de haut niveau intitulée : "La jeunesse face au soft power : l'équation identité et influence", qui mettra en lumière le rôle des jeunes dans l'utilisation des outils modernes d'influence diplomatique, tout en préservant les composantes de l'identité nationale et les valeurs algériennes dans les espaces régionaux et internationaux. Le programme du forum comprend l'organisation d'ateliers portant sur des axes diplomatiques précis et stratégiques, notamment la diplomatie numérique, la diplomatie parlementaire, la diplomatie culturelle et sportive, ainsi que la diplomatie climatique et économique, dans le but de renforcer les compétences des participants et d'élargir leurs connaissances dans les différents domaines de l'action diplomatique contemporaine. Un espace dédié au réseautage et à l'échange d'expériences entre les jeunes participants a également été aménagé, afin de permettre l'établissement de passerelles de communication efficaces et le développement de futurs partenariats.

APS

WILAYA D'ALGER

Un plan proactif global en prévision du mois de Ramadhan

Le ministre, wali d'Alger, M. Mohamed Abdenour Rabehi a annoncé, lors de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), qu'un plan proactif global a été tracé par la wilaya d'Alger en prévision du mois sacré de Ramadhan, a indiqué vendredi un communiqué des services de la wilaya.
Dans une allocution prononcée hier jeudi, lors de la cérémonie d'ouverture de la session de l'APW, M. Rabehi a précisé qu'en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "la wilaya d'Alger a mis en place un plan proactif global en prévision du mois sacré de Ramadhan, dans le but de préserver le pouvoir d'achat, renforcer la solidarité et assurer les meilleures conditions et prestations aux citoyens".
Il a ajouté, à ce propos, que ce plan "élaboré en coordination étroite avec les membres de l'APW, repose sur la protection des familles à revenu limité, la régulation du marché et la garantie de la disponibilité des produits de large consommation", soulignant qu'une enveloppe financière a été mobilisée à cet effet, concernant l'allocation de solidarité.
Par ailleurs, et dans le cadre des projets de la vision stratégique de développement et de modernisation de la wilaya d'Alger, M. Rabehi a affirmé que le projet de budget primitif pour l'exercice 2026 "consacre une vision de développement en harmonie avec l'ambition commune de hisser la capitale au rang des grandes métropoles, et de garantir la qualité et la continuité du service public au profit des citoyens en sus de l'amélioration de leur cadre de vie quotidien à travers le soutien des domaines liés à leur cadre de vie", selon la même source.
A cette occasion, il a salué le "soutien et l'accompagnement dont ont bénéficié les projets réalisés au cours des années 2024 et 2025 par l'APW", notamment dans le secteur de l'habitat, ce qui a permis la "distribution de près de 70.000 logements, toutes formules confondues, un chiffre représentant plus de 8% du parc immobilier de la capitale".
A la même période, une amélioration notable des indicateurs de l'emploi au niveau de la wilaya d'Alger a également été enregistrée, selon M. Rabehi.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 05 فيفري 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 05 Février 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ	المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	66	74	58	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	87	104	70	الطماطم	
	Oignon sec	71	79	63	البصل الجاف	
	Ail sec	850	931	769	الثوم الجاف	
	Carotte	93	105	82	الجزر	
	Navet	102	115	90	اللفت	
	Choux fleur	78	88	68	قرنبيط	
	Choux	85	97	73	الكرنب	
	Courgette	122	136	108	الكوسة	
	Haricot vert	347	372	323	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	150	166	135	الخس	
Fruits frais	Mandarine	179	214	145	المندرين	فواكه طازجة
	Orange	152	189	114	البرتقال	
	Citron	150	177	123	الليمون	
	Pomme locale	401	477	325	التفاح المحلي	
	Datte	518	642	394	التمر	
	Banane	481	501	461	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1914	2057	1771	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	359	372	346	الدجاج	
	Œufs (Unité)	20	21	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	102	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	1,88	-15,96	6,09	10,14	6636	2 289 420,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	-0,20	-0,78	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	1,99	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 295,00	2290,00	-0,22	-0,29	1,00	10,92	5,46	2155	4 934 950,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,55	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,10	3,97	5,00	0	0,00

DISPOSITIF SPÉCIAL RAMADHAN

Ouverture de 560 marchés de proximité dès demain

Les préparatifs du mois de Ramadhan 2026 entrent dans leur phase opérationnelle avec le déploiement d'un vaste dispositif national combinant soutien au pouvoir d'achat, organisation de marchés de proximité et campagne de sensibilisation à la rationalisation de la consommation. Cette démarche coordonnée entre plusieurs secteurs ministériels repose sur deux axes complémentaires : l'ouverture de 560 marchés de proximité à travers 69 wilayas à partir du lundi 9 février et le lancement d'une dynamique nationale de lutte contre le gaspillage alimentaire et la production excessive de déchets.

Par Selma Rachid

L'opération de déploiement des marchés de proximité vise à rapprocher l'offre des consommateurs, à fluidifier les circuits d'approvisionnement et à contenir les prix des produits de large consommation durant le mois sacré. Ces espaces de vente proposeront une gamme variée de denrées alimentaires et de produits de première nécessité à des prix jugés raisonnables, avec une implication directe des producteurs, transformateurs et distributeurs. Des réductions commerciales seront progressivement mises en place afin d'alléger la pression sur les budgets des ménages et de stabiliser le marché. La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a souligné que « notre secteur lancera 560 marchés de proximité à travers 69 wilayas à partir du 9 février 2026. Ces marchés proposeront des produits diversifiés à des prix raisonnables et réduits, afin d'alléger la pression sur les marchés et de permettre aux citoyens de s'approvisionner dans des conditions confortables ». Elle a précisé que des instructions ont été données à l'entreprise Magros pour assurer la permanence des marchés de gros de fruits et légumes dès cette semaine, y compris durant les week-ends, afin d'éviter toute rupture dans la chaîne d'approvisionnement. La ministre a également salué « la forte implication des opérateurs économiques dans cette dynamique de solidarité », indiquant que les remises seront effectives dès le lancement de l'opération.

Ouverture d'environ 2 200 restaurants d'iftar

Le dispositif revêt également une dimension sociale et inclusive. Le ministère de la Solidarité nationale participe à l'organisation de ces marchés en coordination avec les collectivités locales. Plus de 900 familles productives prendront part aux marchés de proximité de Ramadhan, favorisant à la fois l'insertion économique et la valorisation de la production familiale. Une enveloppe financière estimée à 1,470 milliard de dinars a été mobilisée comme contribution du secteur à l'aide de Ramadan. La ministre de la Solidarité nationale, Soraya Mouloudji, a indiqué que cette contribution « s'inscrit dans une approche de solidarité de terrain, en coordination avec les autorités locales », ajoutant que le secteur soutient aussi l'ouverture d'environ 2 200 restaurants d'iftar au profit des personnes nécessiteuses et des voyageurs. Elle a également annoncé l'organisation de la quatrième édition du concours national de mémorisation, de récitation et de psalmodie du Saint Coran, destiné aux personnes aux besoins spécifiques et aux enfants pris en charge.

Campagne de sensibilisation à la rationalisation de la consommation

En parallèle au dispositif commercial et social, une vaste campagne nationale de sensibilisation à la rationalisation de la consommation et à la lutte contre le gaspillage a été lancée sur la place de la Grande-Poste, sous la supervision conjointe de la ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie, KaoutarKrikou, et de la ministre du Commerce intérieur. Cette initiative vise à promouvoir un comportement de consommation responsable durant le mois de Ramadan, période marquée par une forte hausse des achats et une augmentation notable des déchets ménagers. La campagne met l'accent sur la réduction du gaspillage à la source, le tri sélectif et l'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement. Des ateliers interactifs ont été organisés par l'Agence nationale des déchets et l'Institut national des formations environnementales pour expliquer l'impact du gaspillage alimentaire et présenter des solutions concrètes de réduction et de valorisation des déchets. Mme Krikou a souligné que la rationalisation de la consommation et la réduction du gaspillage contribuent directement à la baisse du volume des déchets ménagers. Elle a rappelé que la quantité de déchets produite au niveau national est estimée entre 12 et 15 millions de tonnes par an, avec une hausse sensible durant le mois de Ramadan. Selon elle, « les déchets représentent aussi une ressource économique importante qui peut être exploitée de manière efficace au service de l'économie nationale ».La ministre de l'Environnement a insisté sur la nécessité d'impliquer l'ensemble des acteurs pour assurer la réussite de la campagne, notamment la société civile et les autorités locales. Elle a mis en avant le rôle central de la femme rurale dans le recyclage des déchets ménagers et dans la préservation de l'équilibre environnemental. Les expositions organisées localement, a-t-elle expliqué, visent à soutenir les femmes actives dans le recyclage, à leur offrir des sources de revenus durables et à promouvoir les produits locaux et biologiques. Elle a également relevé l'importance des ateliers éducatifs destinés aux enfants pour ancrer la culture environnementale et diffuser les réflexes de tri et de recyclage auprès des jeunes générations. En conclusion, la ministre a annoncé l'accompagnement de tous les intervenants engagés dans cette démarche, rappelant que 1 946 opérateurs spécialisés dans le recyclage des déchets ménagers sont actuellement encadrés par l'Agence nationale des déchets et l'Institut national des formations environnementales.

Déchets ménagers : Transformer un défi environnemental en richesse économique

De son côté, Amel Abdellatif a rappelé que « le mois de Ramadan connaît habituellement une modification du comportement de consommation et une hausse de la demande sur les produits de large consommation », ajoutant : « nous avons lancé une vaste campagne nationale de sensibilisation visant à rationaliser la consommation et à réduire le gaspillage ». Portée par les slogans « La disponibilité est assurée, la rationalisation de la consommation est votre choix » et « Ramadan est un mois sacré, n'en faites pas une course au gaspillage », l'initiative vise à installer durablement une culture de modération, conciliant pouvoir d'achat, solidarité et protection de l'environnement. Le ministère de la Solidarité nationale s'associe également à cette dynamique à travers la mobilisation de plus de 300 cellules de proximité déployées sur le terrain pour relayer les messages de sensibilisation et accompagner les familles. L'objectif affiché est d'ancrer durablement une culture de consommation mesurée, conciliant protection du pouvoir d'achat et préservation de l'environnement durant le mois de Ramadan.

S. R.

MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Ouverture, dès dimanche, du dépôt des demandes de pension de retraite avant l'âge légal

Le ministère de l'Education nationale a décidé d'ouvrir, du 8 février au 15 mars prochain, le dépôt des demandes de pension de retraite avant l'âge légal au profit des fonctionnaires remplissant les conditions légales, a indiqué samedi un communiqué du ministère.

En application des dispositions de la loi N 25-09 du 19 juillet 2025 complétant la loi N 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite, modifiée et complétée, ainsi que des dispositions du décret exécutif N 26-74 du 14 janvier 2026 fixant les conditions et les modalités permettant aux fonctionnaires appartenant à certains corps spécifiques de l'éducation nationale de bénéficier d'une pension de retraite avant l'âge légal, "le ministère de l'Education nationale, dans le cadre d'une prise en charge optimale de ses fonctionnaires concernés par les dispositions des nouveaux textes juridiques, décide, à titre exceptionnel, d'ouvrir le dépôt des demandes de pension de retraite avant l'âge légal au profit des fonctionnaires remplissant les conditions légales, qui auront atteint l'âge de 57 ans pour les hommes et de 52 ans pour les femmes au 31 août 2026", lit-on dans le communiqué.

Le dépôt des dossiers "s'effectue du 8 février au 15 mars 2026, dernier délai", précise la même source, soulignant qu'"aucune demande déposée après cette date ne sera acceptée".

"Les dossiers doivent être déposés au niveau des établissements éducatifs où les intéressés exercent leurs fonctions", ajoute le communiqué.

APS

CRA

Un vaste programme de solidarité à l'occasion du mois de Ramadhan

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a élaboré un vaste programme de solidarité englobant diverses activités visant à ancrer les valeurs d'entraide sociale à travers l'ensemble du territoire national, en prévision du mois sacré de Ramadhan, a indiqué samedi un communiqué de cette organisation.

Le programme prévoit notamment la "distribution de plus de 200.000 colis alimentaires, en coordination avec les autorités locales à travers l'ensemble des wilayas du pays, à l'issue du recensement des familles nécessiteuses via la plateforme numérique "Moustafid" du CRA, précise la même source.

A cet égard, le CRA a indiqué veiller à ce que tous les colis alimentaires parviennent à leurs bénéficiaires avant le début du mois de Ramadhan, précisant que les comités de wilayas poursuivront la réception et la distribution des aides tout au long du mois sacré.

Le programme prévoit également l'"installation de 17 chapiteaux géants d'une capacité d'accueil quotidienne variant entre 800 et 1.200 jeûneurs par chapiteau, à travers plusieurs wilayas du pays", outre "la distribution de repas au niveau des aéroports internationaux d'Alger, d'Oran et de Constantine", et l'"organisation d'un Iftar quotidien à la gare routière du Caroubier (Alger)".

D'autres activités sont également au programme, telles que "le soutien et l'accompagnement de plus de 47 écoles coraniques, la distribution de plus de 50.000 tenues de l'Aïd au profit des orphelins, et l'organisation de 20.000 opérations de circoncision collective".

Par ailleurs, la commission médicale du CRA poursuivra, par le biais des caravanes médicales, ses activités durant tout le mois de Ramadhan, notamment par l'organisation de campagnes de sensibilisation sur le diabète et le régime alimentaire.

Le CRA a conclu son communiqué en lançant un appel aux bienfaiteurs et aux entreprises pour soutenir cette action de solidarité à travers l'ensemble des wilayas, notant que ce programme sera mis en œuvre avec la participation de plus de 12.000 bénévoles relevant des différents comités de wilayas.

Par R E.

UNIVERSITÉ DE CHLEF

20 projets labélisés

L'Université "Hassiba Ben Bouali" de Chlef a enregistré la labellisation de 20 projets, dans une démarche visant à faciliter la concrétisation des projets d'étudiants, à promouvoir l'innovation et à soutenir l'entrepreneuriat universitaire, a-t-on appris, jeudi, auprès des responsables de cet établissement d'enseignement supérieur.
Ces projets labellisés se répartissent entre 11 projets relevant de la Faculté de technologie et 9 autres des Facultés des sciences de la mer, de l'informatique et des sciences économiques. Ils concernent notamment les domaines de la sécurité alimentaire, la sécurité hydrique, la cybersécurité et l'industrie, a indiqué, à l'APS, Nassima Taileb, enseignante-formatrice au niveau de l'incubateur d'entreprises de l'Université.
Elle a ajouté que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté ministériel N1275, modifié et complété par l'arrêté N 008, relatif à la transformation des mémoires de fin d'études (licence, master, ingénieur) en projets d'entreprises innovantes ou en start-up, de manière à permettre à l'étudiant d'obtenir son diplôme universitaire tout en valorisant ses recherches dans le cadre de l'économie du savoir.
Afin d'assurer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes, l'incubateur d'entreprises de l'Université œuvre à sensibiliser les étudiants et à les informer sur la décision N1275, ainsi qu'à les former avant l'enregistrement du projet, puis durant la phase d'encadrement et de soutenance, et enfin à assurer un accompagnement technique après l'obtention du label, en vue de la concrétisation des projets sur le terrain.
Pour ce faire, l'Université a mobilisé d'importantes ressources humaines et matérielles, notamment 13 enseignants-formateurs au sein de l'incubateur, la mise en place de commissions techniques et de formation, ainsi que la mise à disposition de bureaux spécialisés destinés aux porteurs de projets innovants, et ce dans le cadre de la promotion de la recherche scientifique innovante et de la transformation de l'université en un espace productif, selon la même source.

APS

TIMIMOUN

Plusieurs projets en voie de concrétisation dans la commune de Deldoul

La commune de Deldoul , à une centaine de km de Timimoun, a bénéficié de plusieurs projets pour impulser son développement socioéconomique et améliorer le cadre de vie du citoyen, a-t-on appris auprès des responsables de cette collectivité.

Par APS

Le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Deldoul, Mohamed Boulah, a indiqué que la commune, comptant une population de plus de 12.000 habitants, s'est vue accorder, pour une enveloppe de 280 millions DA (exercice 2025) puisée du programme de soutien à la croissance économique et de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, une série d'opérations multisectorielles, prioritaires pour le citoyen.
Parmi celles-ci, la réalisation et l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans les Ksour d'Iguestane, Akbour, Aourir, et le quartier El-Mehla au chef-lieu de commune, en plus de la réalisation de forages d'eau potable dans les Ksour d'El-Berka et d'Iguestane.
Le secteur de l'éducation enregistre, dans le cadre de l'amélioration des conditions de scolarisation, la réalisation en cours de plusieurs établissements, dont un lycée au Ksar d'El-Berka, un collège au Ksar d'Aourir et un autre de substitution au collège Omar El-Farouk, en sus d'opérations d'aménagement et de réhabilitation de structures éducatives et l'extension de classes dans les zones de Belghazi, Djenane-Alla, Essehla et Akbour, ainsi que la réalisation et l'équipement d'une cantine scolaire de 200 repas/jour à l'école primaire d'Akbour.
Deldoul enregistre, dans le cadre de la généralisation de l'utilisation du gaz naturel, d'un taux de 65% de raccordement des foyers de la commune à cette énergie, a souligné le P-APC en annonçant d'autres projets de raccordement au gaz au profit des Ksour de Belghazi, Touki et Ouled-Abdessamed.
Dans le secteur de la santé, plusieurs opérations ont été lancés consistant en une polyclinique au chef-lieu de la commune, livrable en mars prochain et susceptible de renforcer les prestations de santé assurées au niveau des salles de soins dans les Ksour de Deldoul.
A ces efforts, s'ajoute la réalisation d'actions d'embellissement urbain touchant l'aménagement du jardin public et le stade communal, en plus du revêtement de terrains de jeux de pelouses synthétiques et de la concrétisation de salles polyvalentes dans les ksour de Ouled-Abdessamed, Djenane-Alla et Akbour.
En matière d'habitat, la commune de Deldoul a bénéficié d'une partie de l'ambitieux programme de 10.000 logements attribués à la wilaya de Timimoun, toutes formules confondues, dont 1.200 aides à l'habitat rural, 200 parcelles de terrain à bâtir et 200 logements publics locatifs, susceptibles d'absorber l'habitat précaire, bâti en "toub" (pisé), et d'assurer la fixation de la population.
Pour conférer plus d'attractivité à la commune, d'autres opérations d'aménagement urbain lui ont été accordées, dont la rénovation et l'extension de l'éclairage public dans les différents Ksour et la réalisation de routes et trottoirs, en plus de la réalisation de brise-vent, d'arbres d'alignement et d'un forage d'irrigation, pour la protection des Ksour de Touki et Ouled Abdessamed, du phénomène de l'ensablement.
Tous ces efforts de développement, qui traduisent la volonté des pouvoirs publics d'améliorer le cadre de vie du citoyen ont été louées par les citoyens et les différents acteurs de la société civile de la commune de Deldoul.

DJELFA/RAMADHAN

Ouverture de six marchés de proximité prochainement

Six marchés de proximité seront ouverts dans les tous prochains jours dans la wilaya de Djelfa en prévision du mois de Ramadhan 2026, a-t-on appris vendredi auprès des services de la wilaya.
La direction du commerce, en coordination avec la chambre de wilaya de commerce et de l'industrie et le bureau de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), organisera des marchés de proximité dans les communes de Sidi Ladjel, Ain Oussara, Hassi Bahbah, Djelfa, Feidh El Botma et Messaâd, a précisé la même source.
Ces marchés proposeront divers produits, notamment alimentaires, de même que de la viande, des vêtements, des articles ménagers, des fruits et légumes et d'autres produits de grande consommation, est-il ajouté.
Les services de la wilaya soulignent que le lancement des six marchés de proximité est prévu dans les dix jours qui précèdent le début du mois de Ramadhan et qu'ils se poursuivront jusqu'à la première semaine du mois suivant (Chawwal), avec des promotions et des réductions pour les consommateurs.
Il est également prévu l'organisation d'une caravane qui va parcourir les différentes communes de Djelfa durant le mois de Ramadhan, dans l'objectif de rapprocher les services et les produits de consommation, des citoyens, et de les leur proposer à des prix réduits, selon la même source.
APS

SIDI BEL-ABBES

Ouverture de 18 marchés de proximité durant le mois de Ramadhan

Dix-huit (18) marchés de proximité seront ouverts à travers les différentes communes de la wilaya de Sidi Bel-Abbes durant le mois sacré de Ramadhan, a indiqué la directrice du commerce de la wilaya, Mme Hadjira Mahmoudi.
La même responsable a précisé que cette opération permettra aux citoyens de s'approvisionner en divers produits de large consommation à des prix compétitifs, saluant, par la même occasion, le rôle positif joué par les commerçants et les opérateurs économiques à travers leur engagement et leur contribution à la réussite de ces marchés de proximité.
Mme Mahmoudi a ajouté que ces espaces commerciaux permettront, durant le mois béni de Ramadhan, la mise en vente de produits alimentaires et de denrées de première nécessité à des prix réduits.
Le nombre de marchés de proximité a connu une évolution notable dans la wilaya, au cours des dernières années, passant de trois marchés, il y a trois ans, à seize l'année dernière, pour atteindre, cette année, dix-huit marchés, ce qui reflète l'élargissement de cette initiative et l'intérêt qu'elle suscite auprès des citoyens, a-t-on souligné.

Agence

BEJAIA/JOURNÉES MÉDICO-CHIRURGICALES

Plus de 850 consultations médicales effectuées à l'EPH de Souk El Tenine

Plus de 850 consultations médicales ont été effectuées lors des journées médico-chirurgicales organisées du 1er au 6 février à l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Souk El Tenine, dans la wilaya de Béjaïa, a-t-on appris vendredi auprès de cette structure de santé. Au total, 850 consultations, couvrant plusieurs spécialités médicales, ont été assurées tout au long de la semaine par le staff médical ayant pris part à ces journées, organisées conjointement par l'EPH de Souk El Tenine et l'Association Santé, Humanisme et Innovation (ASHIFA), a indiqué à l'APS la directrice de l'établissement, Nora Deboub. Dans le cadre de cette manifestation sanitaire, les équipes médicales ont également réalisé une cinquantaine d'interventions chirurgicales, ainsi que 48 échographies et 34 examens scanner, a ajouté Mme Deboub.
Elle a fait savoir, qu'en plus des consultations médicales et des interventions chirurgicales en cardiologie, gériatrie, dermatologie, pneumologie et rhumatologie, plusieurs sessions de formation ont été animées par des médecins spécialistes au profit du personnel soignant de l'hôpital. Ces formations ont porté sur différents aspects de la pratique médicale, notamment la conduite à tenir face à l'hémorragie de la délivrance, les techniques de pansement, la perfusion sous-cutanée, ainsi que la sécurité du personnel hospitalier face aux accidents d'exposition au sang (AES).
La prise en charge de pathologies chroniques et fréquentes, telles que l'ostéoporose, l'insuffisance cardiaque et les accidents vasculaires cérébraux (AVC), a également été abordée lors de ces sessions, a précisé la même responsable.
Par ailleurs, une journée scientifique a été consacrée à la maladie d'Alzheimer, sous le thème :"L'Alzheimer avancé: la femme algérienne face à la maladie, entre tabou et burn-out", animée par des médecins spécialistes.
Mme Deboub a souligné l'importance "particulière" des thématiques abordées, notamment en matière d'amélioration des pratiques professionnelles et de la qualité de la prise en charge des patients.
L'événement s'inscrit dans une démarche de coopération médicale, de partage d'expertise et de renforcement des capacités de prise en charge, a-t-elle noté.

APS

Une nouvelle stratégie de croissance pour les pays en développement

Selon les économistes Dani Rodrik et Joseph Stiglitz[1], il y a peu, la communauté du développement s'accordait sur le fait que, quel que soit le moyen d'y parvenir, l'industrialisation orientée vers l'exportation constituait la voie à suivre. Ce consensus a été ébranlé par les récentes mutations technologiques qui ont rendu la production manufacturière plus exigeante en compétences et en capitaux – et de moins en moins absorbante en main-d'œuvre. Ce qui a atténué l'avantage comparatif des pays non développés et a transformé les secteurs manufacturiers formels, compétitifs à l'échelle mondiale, en secteurs « enclaves ». Ces secteurs enclavés ne pouvaient plus employer la main-d'œuvre peu qualifiée et excédentaire de ces économies.

1ère partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Selon les auteurs, le secteur manufacturier restera important pour la plupart des pays, mais il ne pourra plus être le moteur de la croissance économique comme ce fut le cas en Asie de l'Est et dans d'autres économies prospères du passé. Cependant en l'absence de création d'emplois dans les secteurs les plus productifs, les différents secteurs de services ne pourront pas croître indéfiniment et l'essentiel de cette main-d'œuvre sera absorbé par des activités informelles précaires et improductives dans les zones urbaines, comme c'est le cas actuellement.

Ainsi, les nouvelles technologies, le défi climatique et la reconfiguration de la mondialisation exigeront une nouvelle approche du développement, qui mettra l'accent sur deux domaines essentiels : la transition écologique et les services à forte intensité de main-d'œuvre. Selon les auteurs, la question centrale est de savoir si la productivité et la demande peuvent être accrues dans ces activités de services à forte intensité de main-d'œuvre.

Ils proposent aux gouvernements une stratégie en trois volets : (i) encourager la création d'emplois peu qualifiés par les grandes entreprises opérant dans les services non exportateurs, (ii) fournir des intrants publics et un accès aux investissements améliorant la productivité aux petites entreprises, et (iii) investir dans des technologies qui complètent, plutôt que de remplacer, les travailleurs peu qualifiés du secteur des services.

Dans cette stratégie, les auteurs laissent en suspens la question des secteurs productifs autour desquels les secteurs des services pourraient se développer. Nous considérerons ce point plus bas.

Selon Daron Acemoglu[2], un autre économiste de renommée mondiale, « qu'on le veuille ou non, les technologies d'IA et les systèmes intelligents connaîtront des progrès considérables au cours des deux prochaines décennies … transformant les emplois et les marchés, permettant la création de nombreux nouveaux produits et outils. Ce qui n'est pas sans inquiéter. L'IA affectera l'avenir du travail. Notre trajectoire actuelle automatise le travail à un degré excessif tout en refusant d'investir dans la productivité humaine. L'automatisation a été le principal vecteur des inégalités. À mesure que l'automatisation s'accélérait, les écarts de salaires entre les plus hauts et les plus bas revenus se sont creusés. Comment éviter les menaces sur la prospérité partagée et la participation politique démocratique qui constituent les deux piliers des sociétés avancées ?

L'auteur répond par une approche à trois volets. Sont considérés comme essentiels les politiques publiques, les financements et le leadership. Les politiques publiques peuvent privilégier les technologies qui favorisent l'augmentation de la part du travail dans le revenu plutôt que celles qui augmentent les profits au détriment des travailleurs. Dans le cours de l'automatisation, il faudra donc favoriser certaines technologies.

L'expérience chinoise

De telles théorisations pourraient être inspirées par l'expérience chinoise sans que l'on veuille trop s'y référer. Ce ne sont pas les universités américaines qui vont donner la Chine en exemple.

L'Intelligence artificielle va déclencher deux crises : celle des emplois, qui vont disparaître en masse, et celle des inégalités, qui vont se creuser – aussi bien au niveau national qu'international.

Du numérique au monde réel[3]

Les entreprises chinoises ont décidé de prendre progressivement en charge tous les aspects de la vie quotidienne.

Comme fidèles au principe de prendre les choses dans leur processus, d'un bout à l'autre de la chaîne des processus, plutôt que séparément. Cela s'est traduit par l'explosion de services commandés sur Internet, consommés dans le monde réel. Les spécialistes l'ont baptisée « révolution de l'O2O » – abréviation pour « online-to-offline », dont le concept est simple : il s'agit de transformer des actions effectuées en ligne en services disponibles hors ligne, révolutionnant ainsi l'industrie des services à la personne en milieu urbain.

Beaucoup d'habitants de la classe moyenne n'aspiraient qu'à une chose : rester chez eux sans avoir à ressortir pour aller s'acheter à manger ou faire une course. Ils peuvent alors compter sur la multitude de travailleurs immigrés qui peuplent les villes chinoises, prêts à leur livrer ce dont ils ont besoin pour un prix modique. C'est un environnement taillé sur mesure pour l'O2O. La classe moyenne pouvait ainsi se défaire de tâches à faible valeur ajoutée, donner du travail aux individus peu qualifiés et accorder plus de temps aux tâches à forte valeur ajoutée.

Derrière ce bouleversement social autant que commercial, la super-appli chinoise WeChat était à la manœuvre. Grâce à la connexion de son Wallet aux principaux fournisseurs de services O2O, il était possible d'effectuer toutes sortes d'actions sans jamais quitter l'appli – appeler un taxi, commander à dîner, réserver une chambre d'hôtel, payer sa facture de téléphone ou encore acheter un billet pour un vol long-courrier. Avec l'explosion de l'O2O, WeChat est devenue la « télécommande de la vie des Chinois ». L'appli omnipotente prend en charge des tâches accomplies séparément par Facebook, iMessage, Uber, Expedia, Evite, Instagram, Skype, PayPal, Grubhub, Amazon, LimeBike, WebMD et bien d'autres.[4]

La solution adoptée par la Chine face au problème de la polarisation du marché du travail avec la révolution de l'O2O est de partager le travail, non pas en réduisant le temps de travail, mais en approfondissant la division du travail, en séparant les tâches de productivité élevée des tâches de faible productivité, pour augmenter leur productivité séparément. Cela permet de conserver le continuum du travail social, de conserver le lien entre les riches et les pauvres, entre les travailleurs à forte valeur ajoutée et les travailleurs à faible valeur ajoutée. Cela en équipant les démunis de compétences d'outils numériques pour accroitre leur qualification et les habiliter à offrir des services aux travailleurs à forte valeur ajoutée qui pourront à leur tour s'attacher à innover. On peut dire que c'est là le programme d'une société hiérarchique autoritaire qui vise à faire tenir la société comme ensemble tout en poussant en avant la différenciation et la diffusion des compétences numériques.

Les travailleurs à forte valeur ajoutée se déchargent de leurs tâches à faible valeur ajoutée sur les travailleurs démunis que la société équipe. Ils peuvent alors accroitre le temps de travail consacré à des tâches productives à forte valeur ajoutée permettant ainsi aux autres de bénéficier de leurs innovations et d'une partie de leur revenu. Les riches partagent leur travail avec les pauvres et donc leur revenu. Ils cèdent des tâches qui peuvent être enrichies grâce à la révolution numérique. La redistribution s'opère au niveau de la division du travail par le marché et non au niveau d'une redistribution du revenu national par l'État. On peut parler du partage du travail et du revenu par le marché, un marché qui s'attache à être inclusif. On pourrait dire, en idéalisant quelque peu ou en étant quelque peu rude, que nous sommes comme en présence d'une société au service de son élite et d'une élite au service de la société. Les choses n'étant jamais parfaites.

La division sexuelle du travail peut ainsi disparaitre comme pour laisser la place comme à une « domesticité » marchande étendue pour se substituer aux services de la famille élargie qui a éclaté. La spécialisation du travail passe à un cran supérieur, mais comme pour déprolétariser, en réassociant savoir et travail humain après les avoir séparés et avoir objectivé le savoir. La famille s'est comme élargie au-delà de la famille élargie, elle tient encore aux liens du sang, mais à une grande échelle. Nous sommes en présence d'une société autoritaire hiérarchisée autour du Parti communiste chinois, mais non duelle, au marché inclusif, au contraire des sociétés de classes occidentales qui, face au poids des libertés collectives, réagissent autrement quant à la séparation du travail humain et du savoir et quant à la polarisation du marché du travail. C'est que la campagne « innovation pour les masses » envisage un autre rapport des riches et des pauvres, elle vise à faire produire des équipements aux riches pour doter les démunis de compétences, elle vise une société compétitive qui mobilise tous ses membres.

On ne peut pas comprendre la situation chinoise si l'on oublie que la hiérarchie sociale fondamentale en Chine n'est pas celle de l'argent et de la force militaire, mais celle du lettré et du paysan. Le guerrier n'est pas séparé du paysan, le guerrier procède du paysan, le véritable combattant c'est le paysan. La société chinoise a combattu le guerrier qui veut se séparer du paysan pour s'imposer par les armes. C'est une société combattante, mais non guerrière à la manière des sociétés occidentales qui attachent la noblesse au guerrier et doivent leur existence comme nations à la guerre des religions. Transpire un tout autre rapport au travail que celui de la société occidentale. Aussi est-elle plus à l'aise dans la compétition et par conséquent, par conséquent seulement, dans la guerre si elle doit avoir lieu.

Le processus de formalisation

Les sociétés non industrielles qui ne peuvent pas disposer de ces emplois manufacturiers productifs ne pourront pas entretenir un tel rapport entre nantis en compétences et démunis, entre productifs et non productifs.

(A suivre)

Notes

[1] A New Growth Strategy for Developing Nations. Dani Rodrik and Stiglitz in The New Global Economic Order Edited by Lili Yan Ing and Dani Rodrik. Routledge. 2026.
[2] AI's Future Doesn't Have to Be Dystopian. https://www.bostonreview.net/forum/ais-future-doesnt-have-to-be-dystopian/
[3] J'emprunte dans ce qui suit à Kai-Fu Lee. IA. La plus grande mutation de l'histoire. 2018. Les Arènes, Paris, 2019, pour la traduction française
[4] Kai-Fu Lee. Ibid..

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

EGYPTE

Les réserves internationales progressent de 1,142 milliard de dollars au premier mois de 2026

Pour le quatrième mois d'affilée, les réserves se maintiennent au-dessus du seuil des 50 milliards de dollars, avec 52,594 milliards de dollars. Cette performance est portée par une augmentation des stocks d'or (20,73 milliards de dollars fin janvier) et du montant net des avoirs extérieurs du secteur bancaire (25,452 milliards de dollars), selon les données de la BCE.

La Banque Centrale d'Egypte (BCE) a annoncé, jeudi 5 février, une hausse du niveau des réserves nettes de change, atteignant 52,594 milliards de dollars à la fin du mois de janvier 2026, contre 51,452 milliards en décembre 2025.

Cette progression de 1,142 milliard de dollars marque le 41e mois consécutif de croissance ininterrompue des avoirs extérieurs du pays.

Pour le quatrième mois d'affilée, les réserves se maintiennent ainsi au-dessus du seuil symbolique des 50 milliards de dollars, consolidant la résilience financière de l'Etat face aux chocs externes.

Selon les données de la BCE, cette performance est portée par une augmentation significative des stocks d'or.

Les réserves d'or ont bondi de 2,6 milliards de dollars pour atteindre 20,73 milliards de dollars fin janvier, contre 18,17 milliards de dollars en décembre 2025.

Parallèlement, le BCE a annoncé que le montant net des avoirs extérieurs du secteur bancaire a grimpé à 25,452 milliards de dollars (soit 1 216 milliards de livres égyptiennes) fin décembre 2025, contre 23,731 milliards de dollars en novembre dernier.

Les réserves monétaires égyptiennes reposent sur un panier de devises internationales, incluant principalement le dollar américain, l'euro, la livre sterling, le yen japonais et le yuan chinois.

Ce matelas financier joue un rôle stratégique pour assurer le financement des importations de produits de base (blé, pétrole, médicaments), garantir le remboursement de la dette extérieure et soutenir la livre égyptienne face aux pressions inflationnistes.

Cette dynamique positive avait déjà conduit l'agence de notation S&P Global Ratings à relever, en septembre dernier, la note de l'Egypte à « B », saluant la reprise de la croissance du produit intérieur brut (PIB) et l'amélioration des flux financiers.

Le 3 février dernier, la directrice du FMI avait également salué la capacité du gouvernement égyptien à mettre en place un programme de changements structurels qualifié de « difficile » au cours des dernières années, tout en soulignant les progrès accomplis dans la numérisation du secteur fiscal.

R I.

LES CHEMINS DE FER SAOUDIENS BATTENT DES RECORDS EN 2025

14 millions de passagers et 30 millions de tonnes de fret

Les chemins de fer saoudiens (Saudi Arabia Railways, SAR) ont annoncé des résultats opérationnels record pour l'année 2025, consolidant leur position comme un pilier des secteurs logistique et touristique du Royaume.

Par R I/Agence

SAR a transporté plus de 14 millions de passagers, soit une augmentation significative par rapport aux 11,2 millions de passagers enregistrés en 2023, soulignant l'adoption croissante du rail tant pour les déplacements quotidiens que pour les pèlerinages, rapporte l'Agence de presse saoudienne.

De même, le transport de fret a fortement progressé, passant d'environ 24 millions de tonnes en 2023 à 30 millions de tonnes en 2025, stimulé par la demande industrielle accrue et la logistique minière.

En transportant 30 millions de tonnes de fret par rail, le réseau a permis de supprimer deux millions de trajets en camion sur les autoroutes du Royaume, entraînant une économie de 139 millions de litres de carburant.

Cela s'est également traduit par une réduction de 364 000 tonnes d'émissions de carbone, contribuant directement à l'Initiative Verte Saoudienne.

Ces chiffres soulignent le rôle central de SAR dans la réalisation de la Stratégie nationale des transports et de la logistique (NTLS) et de la Vision 2030 de l'Arabie Saoudite, en offrant un réseau à la fois efficace et durable sur le plan environnemental.

"Dream of the Desert"

Une réalisation marquante de 2025 a été le lancement officiel du Dream of the Desert, le premier train de luxe au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Développé en partenariat avec le groupe italien de luxe Arsenale, ce service a redéfini le tourisme ferroviaire. Le train comprend 40 cabines de luxe sur mesure, offrant une expérience de « croisière ferroviaire » inspirée de l'Orient Express classique, mais avec une identité saoudienne unique. L'itinéraire traverse le Royaume de Riyadh à Al Qurayyat, en s'arrêtant sur des sites culturels clés tels que Ha'il et Al-Jouf, transformant ainsi le voyage lui-même en destination.

Dans un mouvement majeur pour tirer parti du Transit-Oriented Development (TOD), SAR a annoncé la création d'un fonds immobilier de 6 milliards SAR axé sur La Mecque.

Ce fonds est dédié au développement de terrains premium adjacents à la gare du Haramain High Speed Railway à La Mecque. L'initiative vise à améliorer l'expérience des pèlerins en construisant des hôtels à grande capacité, des centres commerciaux et des unités résidentielles directement connectés à la gare. Ce développement permet non seulement de diversifier les sources de revenus de SAR, mais soutient également l'objectif du gouvernement d'accueillir 30 millions de pèlerins pour la Omra chaque année en intégrant parfaitement transport et hébergement.

Reconnaissance internationale

À l'international, l'engagement de SAR pour l'excellence a été reconnu. SAR est devenue la première entreprise à recevoir le prestigieux prix de l'Union internationale des chemins de fer (UIC) pour les trains touristiques longue distance.

La cérémonie s'est tenue au siège de l'Union à Paris, en France, avec la participation de grandes compagnies ferroviaires mondiales.

L'UIC, organisation ferroviaire mondiale, a décerné le prix en reconnaissance de l'innovation de SAR dans l'intégration du tourisme de luxe à l'infrastructure ferroviaire lourde.

Cette distinction consolide la réputation de SAR pour la qualité de ses services et place le Royaume comme destination de premier plan pour les passionnés de chemins de fer et les voyageurs de luxe.

TUNISIE

La Banque mondiale poursuit son appui aux efforts du gouvernement

La ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Fatma Thabet Chiboub, a reçu, vendredi 6 février au siège du ministère, le directeur régional pour le Maghreb et Malte à la Banque mondiale, Ahmadou Moustapha Ndiaye.

Ont pris part à cette réunion le secrétaire d'État chargé de la Transition énergétique, Wael Chouchane, le directeur du bureau de la Banque mondiale en Tunisie, Alexandre Arrobbio, la cheffe de cabinet, Afef Chachi Tayari, ainsi que le président-directeur général de la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG), Fayçal Trifa, en présence de plusieurs cadres du ministère et de l'institution financière.

Cette rencontre a été l'occasion pour les deux parties de saluer le niveau de coopération entre les services du ministère et le Groupe de la Banque mondiale, notamment dans les secteurs de l'énergie et des énergies renouvelables, ainsi que dans les projets bénéficiant d'un financement de la Banque. Les discussions ont également porté sur le programme d'action pour la période à venir, en particulier le plan d'amélioration des performances de la STEG, le développement du réseau national d'électricité, l'état d'avancement du projet d'interconnexion électrique Tunisie–Italie « Elmed », ainsi que la promotion de l'investissement dans les énergies renouvelables.

Ahmadou Moustapha Ndiaye a réaffirmé la poursuite du soutien de la Banque mondiale aux efforts du ministère pour accélérer la réalisation des projets énergétiques, tout en maintenant l'appui technique et financier à la STEG afin d'améliorer sa performance financière et commerciale.

De son côté, la ministre a salué la qualité du partenariat avec le Groupe de la Banque mondiale, soulignant l'importance d'intensifier les investissements dans les énergies renouvelables afin de réduire le déficit énergétique.

R I.

MAURITANIE

7,38 milliards FCFA pour la première phase de navigation sur le fleuve Sénégal

En Mauritanie, à Nouakchott, l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal a lancé la première phase de son projet de navigation. La Société de Gestion de la Navigation sur le Fleuve Sénégal débutera les travaux en avril 2026. La phase est financée à hauteur de 7,38 milliards de FCFA sur un coût total de 35 milliards. Les États membres sont exhortés à honorer leurs engagements financiers.

Le 1er février, lors de sa 78ème session ordinaire à Nouakchott, en Mauritanie, le Conseil des ministres de l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal a lancé la première phase du projet de navigation sur le fleuve Sénégal. Cette phase comprend le dragage du lit du fleuve et la réhabilitation des aires de repos fluviales, financée à hauteur de 7,38 milliards de FCFA sur un coût total estimé à 35 milliards.

Le Conseil a insisté sur le respect des engagements financiers des États membres et a demandé l'étude de mécanismes complémentaires pour les phases suivantes.

"S'agissant de la navigation sur le fleuve Sénégal, pilier stratégique de l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal, le Conseil a approuvé le lancement de la première phase du projet et a mandaté la Sogepa pour démarrer les travaux.

Il a également décidé d'organiser en avril 2026 une cérémonie de haut niveau pour la pose de la première pierre des travaux de navigation sur le fleuve.. "

L'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS) lance des projets d'exploitation durable des ressources fluviales pour l'eau, l'énergie et le développement économique, renforçant l'intégration régionale. Des financements sont sécurisés pour Gourbassi et des microcentrales en Guinée. Un audit complet assurera une gouvernance optimale et des bénéfices maximaux pour les populations et les États membres.

"Le Conseil a appelé les États membres à accélérer la finalisation de leurs engagements financiers et a chargé le Haut-Commissariat, en coordination avec la Sogepa, d'explorer des mécanismes de financement supplémentaires pour les phases suivantes. Il s'est également félicité de l'établissement du premier état de référence sur la qualité des eaux du bassin du fleuve Sénégal."

R I/Agence

À ABIDJAN

Le nouveau président de la BAD expose sa boussole stratégique au corps diplomatique

Elu le 29 mai 2025 et officiellement investi le 1er septembre 2025, le neuvième président de la Banque africaine de développement (BAD), le Mauritanien Sidi Ould Tah a réuni à Abidjan les ambassadeurs des pays membres de l'institution ainsi que plusieurs partenaires.

Par R I/Agence

Réunis le jeudi 05 février 2026 au Sofitel Hôtel Ivoire d'Abidjan, les membres du corps diplomatique accrédités auprès de la République de Côte d'Ivoire ont pris part au déjeuner annuel organisé par la Banque africaine de développement (BAD).
La rencontre revêtait un caractère particulier : il s'agissait du premier déjeuner diplomatique du président du Groupe de la BAD, Sidi Ould Tah (photo), élu l'an dernier et désormais pleinement engagé dans la mise en œuvre de son mandat.
La cérémonie s'est tenue en présence de Nialé Kaba, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, ainsi que d'une large majorité des ambassadeurs et représentants d'organisations internationales. Une forte mobilisation qui, selon le président de la BAD, traduit l'importance du dialogue stratégique avec les partenaires du continent.

Mobiliser des ressources à la hauteur des besoins africains

Dans un environnement international qu'il juge « parmi les plus complexes et les plus agités », Sidi Ould Tah a d'emblée rappelé l'ampleur des besoins de financement du continent. « Il est estimé que le continent africain aurait besoin de plus de 400 milliards de dollars chaque année pour financer son développement », a-t-il souligné, reconnaissant que les ressources propres du Groupe de la BAD demeurent insuffisantes pour répondre seules à cet enjeu.
Face à cette réalité, le dirigeant a rappelé les « 4 points cardinaux » de son action en cours de déploiement à la tête de la BAD. Ainsi, a-t-il insisté sur la nécessité de mobiliser des financements à grande échelle, en s'appuyant à la fois sur les partenaires traditionnels, le secteur privé et les ressources africaines. Cette orientation s'inscrit dans la continuité de son parcours à la tête de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), où il a développé des relations étroites avec les bailleurs du monde arabe. À Abidjan, il a clairement affiché son intention d'attirer davantage de capitaux pour renforcer les capacités d'intervention de la BAD.
Deuxième pilier de la vision présidentielle : la mise en place d'une nouvelle architecture financière africaine. Pour Sidi Ould Tah, le problème n'est pas tant l'absence de ressources que leur mauvaise allocation. « L'Afrique ne manque pas de ressources », a-t-il affirmé, rappelant que les actifs sous gestion des fonds souverains, fonds de pension et investisseurs institutionnels africains représenteraient au moins 1 000 milliards de dollars, encore largement orientés vers des placements peu productifs pour le développement.
La réforme proposée vise à mieux coordonner les institutions financières africaines, souvent fragmentées, autour d'une architecture à trois niveaux — continental, régional et national — dans laquelle la BAD jouerait un rôle de chef d'orchestre. « Ensemble, nous pourrions mobiliser des ressources conséquentes pour financer le développement de l'Afrique », a-t-il insisté, évoquant des concertations déjà engagées avec les banques de développement, les fonds souverains et, prochainement, les banques centrales.

Démographie, emplois et infrastructures au cœur du mandat

Les deux derniers axes de la stratégie présidentielle ciblent directement la transformation structurelle du continent. Rappelant que l'Afrique est le continent le plus jeune du monde, avec un âge médian de 19 ans, Sidi Ould Tah a mis en garde contre les risques d'inaction. « Il importe de développer à grande échelle des activités transformatives susceptibles de créer des millions d'emplois », a-t-il déclaré, plaidant pour le renforcement des PME, la formalisation progressive de l'économie informelle et une refonte des systèmes éducatifs, avec un accent sur la formation technique et professionnelle.
Cette dynamique doit s'appuyer sur des infrastructures résilientes, capables de soutenir la création de valeur locale, d'élargir la base fiscale des États et d'ancrer durablement la transformation économique.
En conclusion, le président de la BAD a réaffirmé sa volonté de renforcer les partenariats avec les actionnaires régionaux et non régionaux de l'institution, dans une logique de bénéfice mutuel. « L'Afrique a besoin d'investir, mais elle a aussi besoin d'offrir des opportunités d'investissement aux secteurs privés de ses partenaires », a-t-il résumé, estimant que cette approche constitue la clé d'une prospérité partagée et durable.

S&P GLOBAL RATINGS

Les perspectives des banques africaines restent globalement positives pour 2026

S&P souligne que la qualité des actifs des banques africaines devrait se stabiliser ou s'améliorer modérément, grâce notamment à l'amélioration de la capacité des ménages à rembourser leurs dettes, dans un contexte de baisse de l'inflation et des taux.
Les perspectives des banques africaines restent globalement positives pour l'année 2026, grâce à des conditions économiques et financières favorables à la croissance des prêts et à l'amélioration de la qualité des actifs dans la plupart des pays du continent, estime l'agence de notation S&P Global Ratings dans un rapport publié le lundi 2 février.
Intitulée « Africa Banking Outlook 2026 : favorable conditions support loan growth and asset quality », cette analyse table sur une amélioration de la croissance économique dans la majorité des cinq pays où opèrent les 22 banques notées par l'agence. Une croissance robuste est ainsi attendue en Égypte, au Maroc et au Nigeria, tandis qu'une légère reprise est prévue en Afrique du Sud, sous l'effet d'une bonne dynamique des réformes économiques, de l'augmentation des investissements dans les infrastructures et de la hausse de la consommation. En revanche, l'absence de réformes économiques substantielles assombrit les perspectives de l'économie tunisienne.
Plus généralement, le risque géopolitique, qui constitue un risque majeur pour les conditions de crédit des marchés émergents, n'a pas eu d'incidence significative sur les performances macroéconomiques des pays africains. Ceux-ci restent cependant vulnérables aux tensions géopolitiques qui pourraient perturber les routes commerciales, affecter les prix des matières premières et nuire à la confiance des investisseurs ou des consommateurs.

Des marges contrastées, mais des fondamentaux bancaires solides

L'agence de notation s'attend d'autre part à ce que les banques africaines atténuent l'impact négatif de la baisse des taux d'intérêt grâce à la croissance des volumes des prêts et à la diminution des pertes sur créances. La diversification des modèles économiques contribuera aussi à stabiliser la rentabilité des banques sud-africaines. Alors que les dépôts des clients devraient rester la principale source de financement des banques, S&P Global Ratings s'attend à ce que la rentabilité de ces dernières varie selon les pays. Elle estime ainsi que les banques marocaines et sud-africaines afficheront une rentabilité résiliente, soutenue par des volumes plus élevés et une baisse du coût du risque qui compenseront la normalisation des gains issus des activités de marché au Maroc et le recul des marges en Afrique du Sud.
À l'inverse, une forte baisse des taux d'intérêt prévisible au Nigeria et en Égypte dans un contexte de repli de l'inflation, entraînera un déclin progressif de la rentabilité des banques, qui sera partiellement atténué par la diminution des pertes sur créances. Les banques tunisiennes continueront quant à elles d'afficher une rentabilité relativement stable, malgré les obstacles que constituent les inefficacités structurelles et le coût du risque qui reste élevé.

R I

SÉNÉGAL

La livraison du port minéralier de Bargny-Sendou repoussée à fin 2026

Le projet de port minéralier de Bargny-Sendou s'inscrit dans une recomposition du système logistique sénégalais. Entre désaturation du port de Dakar, montée en puissance des filières extractives et anticipation des besoins énergétiques, ce projet conforte la stratégie du pays en matière d'infrastructures portuaires.
Au Sénégal, la mise en service du port minéralier de Bargny-Sendou est désormais prévue pour fin 2026. L'information a été communiquée par Senegal Minergy Port (SMP), société en charge du développement de la plateforme, à l'issue d'une audience avec le président Bassirou Diomaye Faye. Ce nouveau calendrier constitue un réajustement supplémentaire pour ce chantier lancé en 2017, et dont la livraison était initialement prévue pour septembre 2025.
Située à une vingtaine de kilomètres au sud de Dakar, la future plateforme portuaire ambitionne de s'imposer comme l'un des principaux hubs d'Afrique de l'Ouest dédiés au vrac solide et liquide. Elle ciblera notamment les flux de minéraux, de phosphates, de céréales et d'hydrocarbures, dans un contexte de hausse des besoins logistiques liés aux secteurs extractifs et énergétiques du pays.
Selon les spécifications techniques initiales, le port de Bargny-Sendou s'articulera autour de trois terminaux. Le premier sera dédié au traitement des cargaisons liquides, avec des installations prévues pour le dépôt de produits pétroliers et le stockage de gaz. Le deuxième terminal sera consacré aux activités minières, notamment les phosphates, le fer, la bauxite et le zircon. Le troisième accueillera des marchandises diverses, incluant les céréales ensachées sur site, les oléagineux, les activités de chaudronnerie, ainsi que la production de matériaux de construction.
À terme, la plateforme devrait afficher une capacité de traitement annuelle de 20 millions de tonnes de produits minéraux, d'hydrocarbures et de céréales, selon SMP.
Le projet s'inscrit dans la stratégie des autorités sénégalaises visant à désengorger le port de Dakar, tout en renforçant les capacités logistiques nationales au service de la transformation économique.
Parallèlement, le Sénégal mise sur un autre projet portuaire d'envergure à Ndayane, appelé à devenir le premier port en eau profonde du pays. D'un coût supérieur à 1 milliard USD, ce projet, également destiné à soulager la plateforme dakaroise, est confié à l'opérateur portuaire émirati DP World pour sa construction et son exploitation.

Agence

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Wall Street se fait essorer

Les séances ont été rythmées cette semaine. La période des publications est en effet propice aux sanctions. Mais les indices ont plutôt bien résisté, le sell-off étant concentré principalement sur les valeurs de la tech et le secteur des logiciels, vu par le marché comme les perdants de l'IA. La visibilité reste réduite et la volatilité devrait donc perdurer dans les séances à venir, au gré des résultats d'entreprises.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops

Lumentum +40,87 % : l'entreprise signe un 2e trimestre en nette amélioration avec des ventes en forte hausse et un retour aux bénéfices. B. Riley revoit sa copie avec une recommandation à l'achat et un objectif de cours fortement relevé pour le spécialiste des équipements optiques.

Woodward +22,23 % : le fabricant américain de composants pour systèmes de moteurs d'avion a dévoilé des résultats en croissance tout en relevant ses perspectives pour 2026

McKesson +14,13 % : le spécialiste américain de la distribution de produits pharmaceutiques a publié de solides résultats avec un chiffre d'affaires et un bénéfice net supérieur aux attentes tout en relevant ses prévisions pour l'exercice en cours.

GSK +17,13 % : le labo britannique supprime jusqu'à 350 postes en R&D (Royaume-Uni/Etats-Unis) pour réallouer ses moyens. En parallèle, 2025 progresse et la guidance 2026 reste constructive, avec un nouveau feu vert européen pour Nucala (BPCO).

Soitec +20,99 % : le groupe grenoblois des matériaux pour semi-conducteurs repart de l'avant avec un 3e trimestre meilleur qu'anticipé, et cap donné sur un 4e trimestre en hausse d'environ 20%.

Pandora +11,98 % : si le joaillier a publié des prévisions plutôt décevantes pour 2026, le marché apprécie l'annonce d'une transition vers des produits plaqués platine pour limiter son exposition aux fluctuations extrêmes du marché de l'argent. Carlsberg +12,78 % : le brasseur danois a annoncé une hausse de 5% de son bénéfice d'exploitation annuel. La possible introduction en Bourse de ses activités indiennes a également soutenu le titre.

ArcelorMittal +11,35 % : les résultats 2025 ont été plombés par les droits de douane américains, et la baisse de la production automobile en Europe. Mais le sidérurgiste s'est montré confiant dans un retour à la croissance en 2026.

Flops

BFF Bank -44,99 % : la banque italienne spécialisée dans l'affacturage, est chahutée sur la semaine après le départ de son DG, remplacé par Giuseppe Sica, et l'annonce d'un plan de dérisquage du portefeuille de factoring (provisions, retraitements). La banque revoit en parallèle ses ambitions 2026 à la baisse et renvoie à un nouveau plan stratégique au second semestre.

Strategy -9,87 % : le titre de l'entreprise qui ne fait rien d'autre qu'accumuler du Bitcoin est entraîné dans la chute des cryptos. Le Bitcoin est passé en-dessous des 60 000 dollars cette semaine.

Volvo Cars -23,52 % : le constructeur suédois de voitures se fait étriller après un trimestre jugé très faible, plombé par la guerre des prix, les droits de douane et l'effet change, avec en prime l'absence de dividende. En réaction, plusieurs courtiers rabotent leurs objectifs, DNB Carnegie rétrograde à conserver et Citi/UBS restent à la vente.

Gartner -25,42 % : le cabinet de recherche et de conseil IT dévisse après une guidance 2026 jugée trop courte, malgré un 4e trimestre correct, un scénario qu'UBS avait prévenu possible, en pointant un ton plus prudent et un périmètre recentré.

PayPal -23,29 % : le titre a plongé après la publication de prévisions décevantes pour 2026. Une publication qui a scellé le sort du directeur général Alex Chriss. AppLovin -14,03 % : les nouveaux outils IA d'Anthropic (Claude Cowork) ont causé un vent de panique dans le secteur des logiciels, le marché estimant que l'intelligence artificielle est très proche de disrupter ce secteur et ses anciens acteurs.

Novo Nordisk -20,04 % : le laboratoire danois derrière Wegovy/Ozempic décroche après des perspectives 2026 jugées trop faibles, sous pression sur les prix aux Etats-Unis. Novo réplique avec un programme de rachat d'actions et une action en justice contre Hims & Hers sur des versions "composées" du Wegovy.

Matières premières

Energie : Le marché pétrolier traverse une zone de fortes turbulences. Les cours du brut affichent une volatilité élevée, ballottés au gré des tensions diplomatiques au Moyen-Orient. Le Brent évolue autour de 68 dollars le baril, tandis que le WTI oscille proche des 63 dollars. L'attention des investisseurs se focalise sur les négociations entre les États-Unis et l'Iran à Oman. L'annonce de cette rencontre a initialement fait chuter les prix, le marché espérant une désescalade. Toutefois, le scepticisme demeure. Les divergences sont profondes : Téhéran souhaite aborder le dossier nucléaire, alors que l'administration Trump cible le programme de missiles balistiques et l'influence régionale de l'Iran. Tout échec des pourparlers risque de réactiver immédiatement la prime de risque géopolitique, d'autant que des incidents récents, comme la destruction d'un drone iranien, rappellent la fragilité de la situation.

Métaux : Difficile de savoir où donner de la tête sur le front des métaux précieux. Les prix de l'or, de l'argent, mais également du platine et de palladium partent dans tous les sens. Des séquences de krachs éclairs laissent place à des rebond XXL, le marché purgeant les excès spéculatifs récents. Au cours de la semaine écoulée, l'once d'or a ainsi touché un plus bas autour de 4 400 USD, avant de rebondir vers 4 900 USD. Malgré la violence de ces mouvements, les fondamentaux restent favorables pour les métaux précieux, en particulier pour l'or : achats des banques centrales, risques géopolitiques et demande de valeurs refuges. Du côté des métaux industriels, la tonne de cuivre se stabilise autour de 12 900 USD à Londres. Dans l'actualité des sociétés minières, Rio Tinto et Glencore ont mis fin à leurs discussions de fusion. Glencore a estimé que les conditions proposées sous-évaluaient ses actifs dans le cuivre. L'opération aurait créé le plus grand groupe minier mondial.

Produits agricoles : Le café pique du nez, les contrats à terme sur l'arabica et le robusta ont chuté cette semaine d'environ 10%. C'est la conséquence d'une offre mondiale qui se porte bien dans la mesure où le Brésil s'attend à une récolte record. A Chicago, le boisseau de maïs reste bien orienté à 432 cents, tout comme le blé, qui se stabilise à 535 cents (contrats échéance mars 2026).

Macroéconomie

Macro : Si l'inquiétude a gagné le compartiment des valeurs technologiques avant de s'étendre aux métaux précieux, le marché dans son ensemble reste relativement résilient. Les investisseurs ne sortent pas du marché dans sa globalité mais réalisent des arbitrages en réinvestissant dans d'autres compartiments, à commencer par les capitalisations moyennes. Les titres "value" retrouvent les faveurs au détriment des valeurs de croissance. Si ce type de mouvement est généralement constaté lorsque les opérateurs craignent une récession, il n'en est rien dans le cas présent. Les niveaux de valorisation attractifs expliquent en grande partie cette rotation d'autant plus que les analystes ont sensiblement rehaussé leurs anticipations de bénéfices sur les valeurs mid et small caps. Ainsi, le S&P 500 devrait désormais être porté par les 493 titres qui le composent tandis que les 7 magnifiques perdent de leur superbe.

Crypto

Troisième semaine d'affilée très compliquée pour les crypto-investisseurs. Sur fond d'aversion au risque et de craintes persistantes, voire croissantes, concernant les valorisations des géants tech liés à l'intelligence artificielle, le bitcoin, souvent corrélé positivement au Nasdaq ces dernières années, décroche lourdement depuis lundi. Il recule de 13% sur la semaine, de 25% depuis le 1er janvier et de 47% depuis son sommet historique à 126 000 USD en octobre dernier. Autrement dit, le bitcoin a perdu environ 60 000 USD en seulement quatre mois, effaçant ainsi l'intégralité de la performance accumulée depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche. La situation n'est guère meilleure du côté des ETF Bitcoin spot, qui enregistrent 1,2 Mrd USD de sorties nettes cette semaine. Quant aux autres cryptomonnaies, comme souvent, lorsque le bitcoin tangue, l'ensemble du marché vacille : l'ether (ETH) recule de 15% sur la semaine et repasse sous les 2 000 USD, Solana (SOL) cède 18% autour de 80 USD, et le Binance Coin (BNB) baisse de 16% à 637 USD. Point rassurant toutefois : sur le réseau Bitcoin, aucun incident, aucun ralentissement ni aucun bug technique ne vient expliquer la chute des cours. Dans ce contexte d'aversion au risque, les investisseurs se délestent en priorité des actifs perçus comme les plus volatils, et les cryptomonnaies se retrouvent mécaniquement en première ligne de ces ventes massives.

Quelle semaine ! La volatilité a bien confirmé son retour, comme nous le redoutions dans la précédente mouture de ce point hebdomadaire. L'approche des investisseurs sur l'intelligence artificielle est en train de changer de nature. Elle est marquée d'un côté par le recul de la complaisance, et de l'autre par un renforcement des interrogations sur l'ampleur de son pouvoir de bouleversement économique. Ce double choc a fait des dégâts sur certains pans du marché, en particulier chez les éditeurs de logiciels, dont la chute a eu des répercussions sismiques sur les actifs à risque (cryptomonnaies) ou en exubérance irrationnelle (argent).

Quels sont les temps forts de la semaine prochaine ? La saison des résultats trimestriels reste dense aux Etats-Unis et se renforce en Europe. Kering, AstraZeneca, BP, Essilor-Luxottica, TotalEnergies, Siemens, Hermès International ou L'Oréal d'un côté, et Coca-Cola, Cisco Systems, T-Mobile US, McDonald's ou Applied Materials de l'autre. L'actualité macro principale se concentrera sur les journées de mardi (ventes au détail et stocks des grossistes aux Etats-Unis) et mercredi (inflation chinoise et données mensuelles sur l'emploi aux Etats-Unis).

Zonebourse

WALL STREET

Le Dow Jones dépasse les 50.000 points pour la première de son histoire

Le Dow Jones, indice historique de la Bourse de New York, a franchi vendredi le seuil symbolique des 50.000 points pour la première fois de son histoire, au cours d'une séance en très nette hausse à Wall Street. Vers 19H30 GMT, le Dow Jones gagnait 2,24% à 50.002,61 points. A l'instar des autres indices boursiers américains, il avait été à la peine plus tôt dans la semaine en raison d'un large mouvement de vente des valeurs technologiques.

APS

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 04 Février 2026
Valeur : 06 Février 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.6763	129.6913
1	EUR	EURO	153.4460	153.5026
1	GBP	POUND STERLING	178.0290	178.0985
100	JPY	JAPANESE YEN	82.8867	82.9228
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6926	18.6964
1	CHF	SWISS FRANC	167.0871	167.1926
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.1334	95.1653
1	DKK	DANISH KRONE	20.5457	20.5497
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.5887	14.5917
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.4893	13.4939
1	AED	UAE DIRHAM	35.3024	35.3122
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5785	34.5843
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.4723	424.6604
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.5395	44.9871
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1508	14.1524
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.4614	20.5663
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2591	3.2693
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.1821	178.1821

PÉTROLE, BANQUES, CRYPTOS

L'UE dévoile un 20e paquet de sanctions contre Moscou et verrouille l'accès aux mers

La Commission européenne passe à l'offensive sur le front énergétique. Ce 6 février 2026, Ursula von der Leyen a dévoilé les contours d'un 20e paquet de mesures restrictives dont le fer de lance est une interdiction totale de services maritimes pour le pétrole brut russe. Cette décision, qui sera coordonnée avec le G7, vise à paralyser logistiquement les exportations de Moscou en rendant l'accès aux acheteurs mondiaux de plus en plus complexe. Le dispositif s'accompagne d'un durcissement contre la « flotte fantôme » : 43 navires supplémentaires sont désormais inscrits sur liste noire, portant le total à 640 bâtiments identifiés.

L'étau se resserre également sur le gaz naturel liquéfié (GNL). En complément des interdictions d'importation déjà actées lors du précédent paquet, Bruxelles bannit désormais la fourniture de maintenance et de services techniques pour les méthaniers et les brise-glace russes. Cette stratégie cible directement les projets d'exportation gazière du Kremlin, tout en rendant l'acquisition de nouveaux tankers par la Russie particulièrement ardue.

Le secteur bancaire et les cryptomonnaies sous haute surveillance

Le deuxième pilier de cette offensive frappe le système financier, désigné comme le « point faible » de l'économie de guerre russe. La Commission propose d'isoler 20 banques régionales russes supplémentaires. Pour couper les circuits de financement alternatifs, l'exécutif européen s'attaque frontalement aux cryptomonnaies. Les plateformes et les sociétés facilitant ces échanges numériques, souvent utilisés pour contourner les sanctions, sont désormais dans le viseur de Bruxelles.
L'action européenne s'étend désormais hors de ses frontières géographiques. Plusieurs établissements bancaires situés dans des pays tiers, soupçonnés de faciliter le commerce illégal de biens sous embargo, font l'objet de sanctions directes. Cette volonté de neutraliser les relais financiers russes s'inscrit dans une logique de pression maximale, alors que des pourparlers de paix s'engagent à Abou Dhabi.

Activation de l'outil anti-contournement et restrictions industrielles

Pour la première fois, l'Union européenne active son outil anti-contournement. Cette procédure interdit l'exportation de machines à commande numérique et de radios vers certaines juridictions étrangères présentant un risque élevé de réexportation vers la Russie. Sur le plan commercial, les restrictions sont massives : de nouvelles interdictions frappent le caoutchouc, les tracteurs et les services de cybersécurité, représentant une valeur d'exportation de 360 millions d'euros.
Côté importations, l'UE ferme ses portes aux métaux, produits chimiques et minéraux critiques russes non encore sanctionnés, pour un montant estimé à 570 millions d'euros. Un quota est également instauré sur l'ammoniac pour plafonner les flux existants. En parallèle, le paquet renforce les contrôles sur les technologies à double usage, notamment les matériaux nécessaires à la fabrication d'explosifs, afin de dégrader directement l'effort militaire sur le terrain.

Protection juridique des entreprises et bilan économique

Face aux représailles juridiques de Moscou, Bruxelles propose de nouveaux remparts pour les entreprises européennes. Ces sauvegardes visent à protéger les actifs et les droits de propriété intellectuelle contre les expropriations déloyales ou les décisions de tribunaux russes jugées abusives. Cette mesure répond à une stratégie de défense des intérêts économiques de l'Union dans un environnement de plus en plus hostile. Les indicateurs économiques fournis par la Commission soulignent l'impact des vagues de sanctions précédentes. En 2025, les revenus fiscaux russes issus des hydrocarbures ont plongé de 24 %, atteignant leur plus bas niveau depuis six ans. Avec une inflation persistante et des taux d'intérêt maintenus à 16 %, le déficit budgétaire russe se creuse, tandis que les revenus pétroliers de janvier 2026 sont annoncés comme les plus faibles depuis le début de l'invasion.

Vers un cadre de prospérité et de reconstruction

Au-delà des sanctions, l'Union européenne consolide son soutien structurel à Kiev. Le Conseil a récemment entériné un prêt de 90 milliards d'euros pour garantir la défense et la stabilité financière de l'Ukraine face aux frappes délibérées contre les infrastructures civiles. Des centaines de générateurs sont envoyés pour pallier les coupures de courant massives affectant les populations civiles par des températures glaciales.
En collaboration avec les États-Unis, Bruxelles élabore déjà l'après-guerre via le « Prosperity Framework », un cadre unifié destiné à la croissance de long terme et à la reconstruction de l'Ukraine. Ce plan s'accompagne d'un projet de paix incluant des garanties de sécurité robustes, réaffirmant que l'avenir souverain de l'Ukraine constitue désormais le cœur des intérêts de l'Union.

Agence

ETATS-UNIS

Donald Trump rouvre la pêche commerciale dans une zone protégée de l'Atlantique

Pour justifier ce nouveau changement de cap, le président américain explique que les espèces végétales et animales concernées étaient déjà protégées par les lois en vigueur. Le président américain Donald Trump a officiellement autorisé vendredi la reprise de la pêche commerciale dans des eaux protégées au large de la côte atlantique des États-Unis, dans une vaste zone connue pour sa riche biodiversité. La zone concernée, réunie dans le monument national marin de Northeast Canyons and Seamounts, s'étend sur quelque 13.000 kilomètres carrés, selon l'annonce présidentielle publiée sur le site de la Maison-Blanche.
Le monument avait été créé en 2016 par l'ancien président Barack Obama, qui avait alerté sur les menaces de la surpêche et du changement climatique. Donald Trump avait ensuite rouvert le monument à la pêche durant son premier mandat, avant que cette décision ne soit annulée par un autre ex-président démocrate, Joe Biden.

«Pas de péril»

Pour justifier ce nouveau changement de cap, Donald Trump explique que les espèces végétales et animales concernées étaient déjà protégées par les lois en vigueur, rendant l'interdiction de la pêche commerciale inutile. «Une pêche commerciale gérée de manière appropriée ne mettrait pas en péril les éléments d'intérêt historique et scientifique que le monument protège», a-t-il écrit.
«Depuis des décennies, une réglementation excessive empêche les pêcheurs de gagner leur vie et de proposer aux consommateurs des produits sauvages, bons pour la santé et pêchés aux États-Unis», s'était d'avance félicité en mai dernier Jerry Leeman, patron d'une association de pêcheurs du nord-est des États-Unis (New England Fishermen's Stewardship Association), à propos de cette annonce attendue depuis le début du second mandat de Donald Trump, il y a un an. Lors d'une étude aérienne menée en août dernier, l'aquarium de Nouvelle-Angleterre a recensé plus de 1000 animaux marins dans la zone, dont un rorqual commun et son baleineau, un cachalot, des globicéphales et une grande variété d'autres baleines, dauphins et raies, espèces pour certaines menacées d'extinction.

Agence

FRANCE

Démantèlement d'un réseau de blanchiment franco-roumain

Le parquet français anticriminalité a annoncé vendredi l'inculpation de quatre personnes à Paris, et l'extradition en cours ou à venir de quatre autres depuis la Roumanie, à la suite du démantèlement d'un vaste réseau de blanchiment.
"Les sommes blanchies par ce réseau international, et issues notamment du trafic de stupéfiants, sont estimées à plus de 300 millions d'euros depuis 2019", a annoncé la procureure nationale anticriminalité organisée, Vanessa Perrée, dans un communiqué.
Mardi, les autorités judiciaires roumaines et françaises avaient lancé une "vaste opération d'interpellations coordonnées", aboutissant à une vingtaine de perquisitions. Quatre personnes ont été interpellées en Roumanie et neuf en France.
Quatre personnes ont été inculpées par les magistrats instructeurs français, selon le communiqué.
"Dans le même temps, trois des quatre mis en cause interpellés en Roumanie ont d'ores et déjà fait l'objet d'une procédure d'extradition alors que leur quatrième co-mis en cause a quant à lui été placé en détention provisoire dans l'attente de sa remise prochaine aux autorités françaises", poursuit-il.
L'enquête, qui va se poursuivre, porte notamment sur du blanchiment aggravé et son recel.
Plus de 200.000 euros en numéraire ont été découverts, et la justice a pu saisir plusieurs véhicules, des bijoux de luxe et des comptes bancaires pour près de 220.000 euros.

APS

ÉTATS-UNIS

La confiance des consommateurs s'améliore légèrement

Le moral des consommateurs américains s'est légèrement redressé ces dernières semaines, tiré par les ménages disposant d'un patrimoine financier confortable, selon un baromètre de référence publié vendredi. L'indice mesurant cette confiance, produit par l'université du Michigan, ressort à 57,3 points en février, contre 56,4 en janvier (valeur révisée à la hausse).
Il s'agit d'une estimation préliminaire, qui sera actualisée plus tard dans le mois. Les investisseurs s'attendaient à ce que l'indice soit plus bas, selon le consensus publié par MarketWatch. La directrice de l'enquête, Joanne Hsu, souligne toutefois que la progression est en fait quasi nulle.
«Le moral s'est amélioré parmi les consommateurs détenant les plus grands portefeuilles d'actions, tandis qu'il a stagné et est resté à des niveaux très bas chez les consommateurs n'en possédant pas», note-t-elle, citée dans le communiqué.
«Bien que le moral soit actuellement à son plus haut niveau depuis août 2025, les hausses mensuelles récentes ont été faibles, bien en deçà de la marge d'erreur, et dans l'ensemble le moral reste très bas par rapport à ce qu'il a été historiquement», ajoute Mme Hsu. «Les inquiétudes concernant l'érosion des finances personnelles liée à la hausse des prix et au risque accru de perte d'emploi continuent d'être très répandues», pointe-t-elle également.

APPLE 2026

Tim Cook tease une année “historique” et parle de sa succession

Le PDG d'Apple a profité d'une réunion interne pour évoquer les célébrations prévues autour du cinquantième anniversaire de la marque à la pomme. L'occasion également d'aborder frontalement la question fatidique : celle de sa relève à la tête du groupe californien.

À l’approche de son cinquantième anniversaire, la firme de Cupertino se prépare à marquer le coup. Lors d’un échange à huis clos avec les salariés, Tim Cook s'est exprimé ce jeudi devant l'ensemble des équipes d'Apple lors d'une session de questions-réponses. Au menu des échanges : les festivités du demi-siècle d'existence de l'entreprise, mais également des sujets plus sensibles tels que l'avenir de la direction et les récents départs de cadres dirigeants.

Qui succédera à Tim Cook à la tête d’Apple ?

Longuement interrogé sur l’avenir de la direction, Tim Cook a expliqué consacrer une part importante de son temps à anticiper les prochaines étapes de l’organisation. Selon des propos rapportés par Mark Gurman de Bloomberg, le patron d’Apple a déclaré penser régulièrement à « qui sera dans la salle dans cinq, dix ou quinze ans », soulignant une préoccupation constante pour celui ou celle qui aura la lourde responsabilité de lui succéder. Sans annoncer de calendrier précis, il a rappelé que préparer l’après fait partie intégrante de la fonction de dirigeant. « Un élément essentiel du leadership est de réfléchir à ces sujets et d’avoir des plans en place », a-t-il indiqué, avant d’ajouter que les départs liés à l’âge ou à la retraite relèvent d’un processus naturel.
Plusieurs observateurs estiment que John Ternus, actuel vice-président senior en charge de l’ingénierie matérielle, figure parmi les profils susceptibles d’assurer la continuité à terme, même si aucun nom n’a été officiellement évoqué lors de la réunion.

Apple veut célébrer son cinquantième en grande pompe

Au-delà des questions de gouvernance, Tim Cook a confirmé que l’entreprise travaillait activement à la commémoration de ses 50 ans, prévue le 1er avril prochain. « J’ai été inhabituellement réfléchi ces derniers temps à propos d’Apple, car nous travaillons sur la manière de marquer ce moment », a-t-il confié aux employés. Évoquant le chemin parcouru, il a ajouté que se replonger dans un demi-siècle d’histoire « fait chanter le cœur », promettant une célébration.
Le dirigeant est également revenu sur plusieurs départs récents au sein de l’équipe de direction, notamment ceux de Lisa Jackson, Jeff Williams et Katherine Adams. Selon lui, ces mouvements étaient anticipés de longue date et ne constituent pas de surprises. Cependant, Tim Cook n’a pas fait de commentaire public sur les cas de John Giannandrea, responsable des activités liées à l’intelligence artificielle, ni sur celui d’Alan Dye, en charge du design au sein d’Apple.
À la barre depuis 2011 et désormais âgé de 65 ans, Tim Cook est actuellement confronté aux questions (inévitables) liées à l'avenir de la direction d'Apple. Le choix de son successeur devrait influencer la trajectoire du groupe dans les années à venir. Un ancien dirigeant de la marque a d’ailleurs récemment exprimé des interrogations sur certaines orientations stratégiques prises par l’entreprise.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

La Chine dit stop aux poignées ”invisibles”, Tesla dans le (rétro)viseur

Coup dur pour Tesla ! Dès le 1er janvier 2027, la Chine va bannir ce qui fait pourtant l'une des particularités des véhicules de la marque américaine, à savoir… ses poignées de porte. La Chine vient de prendre une décision pour le moins radicale concernant un élément très associé aux véhicules Tesla, à savoir les poignées de portière rétractables électriques. Bien que très pratique, le système est jugé dangereux en fonction des circonstances selon le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information Chinois (MIIT).

Les poignées de porte électriques bannies à compter de janvier 2027

Ainsi, la Chine a officiellement pris la décision d'interdire les poignées de portière rétractables à compter du 1er janvier 2027. Concrètement, les véhicules commercialisés sur le territoire à partir de cette date ne pourront plus proposer cette originalité. Pour les véhicules déjà en circulation, il est demandé de se mettre en conformité avec cette mesure d'ici à 2029. Pour justifier sa décision, le MIIT explique notamment que ce mode de fonctionnement peut être à l'origine « d'inconvénients liés au fonctionnement de ces poignées extérieures et de leur incapacité à s'ouvrir après un accident ». Ceci, quand bien même il reste possible de presser la poignée pour faire sortir « manuellement » celle-ci de son emplacement, en cas de défaillance électrique par exemple.

Un souci pour Tesla… mais pas seulement

Aux États-Unis, près de 150 personnes se sont retrouvées bloquées à l’intérieur de leur Tesla à la suite d’un accident, en raison d’un dysfonctionnement du système d’ouverture des portières. Un incident qui, selon les autorités, ne se serait vraisemblablement pas produit avec un mécanisme d’ouverture mécanique traditionnel.Dans ce contexte, la Chine s’apprête donc à durcir sa réglementation. Il sera prochainement obligatoire pour les véhicules commercialisés sur son territoire de disposer de poignées de porte extérieures suffisamment grandes pour « permettre à une main d’actionner le mécanisme de déverrouillage, quel que soit l’angle».Les poignées affleurantes ou dissimulées dans la portière sont donc directement visées : elles devront être clairement visibles et offrir une surface de préhension minimale d'environ 6×2×2,5 cm.Si Tesla apparaît immédiatement comme le constructeur le plus concerné par cette nouvelle mesure, il est loin d’être le seul. BMW, qui a adopté une approche similaire sur son iX3, mais aussi Mercedes ou encore Xiaomi, devront eux aussi se conformer à cette future exigence du marché chinois.

Brèves

Brèves

UiPath rachète Workfusion

Pour se renforcer dans l’IA agentique, le spécialiste du RPA a annoncé l’acquisition de Workfusion pour un montant non communiqué. Ce dernier propose des agents IA dans le domaine bancaire et financier. Il se focalise sur la conformité (fraude, blanchiment, sanctions internationales,,…) et sur la connaissance client (KYC). Fondée en 2010 au sein des laboratoires du MIT et basée à New York, la société s’est focalisée depuis quelques années sur la création d’agents Ia pour analyser la criminalité financière. Depuis sa création, elle a levé 251 M$. UiPath va intégrer les agents de Workfusion dans son catalogue pour adresser la verticale banque et finance.

Amazon investit 200 Md$ dans les datacenters IA

Andy Jassy, CEO d’Amazon, a indiqué lors de la présentation des résultats financiers que la société allait accélérer ses investissements dans les infrastructures IA. Il prévoit un plan de 200 Md$ en 2026 dont la majorité sera affecté à AWS pour les datacenters IA. « Au cours des 12 derniers mois, nous avons ajouté 3,9 gigawatts de puissance. Pour vous donner une idée, c'est le double de ce que nous avions en 202. Nous prévoyons de doubler ce chiffre d'ici fin 2027 », a expliqué le dirigeant. L’activité cloud a généré un chiffre d'affaires de 35,6 Md$ au quatrième trimestre, en hausse de 24 % sur un an, et de 128,7 Md$ sur l'ensemble de l'année, soit une progression de 20 %.

Mistral lance Voxtral Transcribe 2

Le fournisseur IA a anonncé la deuxième version de son outil de transcription vocale temps réel. Toujours open source sous licence Apache 2.0 propose des fonctions de diarisation des locuteurs (identification des personnes), biais contextuel et horodatage lexical dans 13 langues. « Avec un taux d'erreur d'environ 4 % sur la performance de transcription (FLEURS) et un coût de 0,003 $/min, Voxtral offre le meilleur rapport qualité-prix de toutes les API de transcription », avance Mistral. Selon la société son outil surpasse GPT-4o mini Transcribe, Gemini 2.5 Flash, Assembly Universal et Deepgram Nova en termes de précision, et traite les fichiers audio environ trois fois plus rapidement que Scribe v2 d'ElevenLabs, tout en offrant une qualité équivalente pour un coût cinq fois moindre.

FUITES DE CARBURANT SUR LA MAZDA MX-5

Le constructeur lance un rappel

Commercialisée depuis plus de dix ans déjà, la quatrième génération de Mazda MX-5, alias ND, n'a pas connu de problèmes de fiabilité majeur au cours de sa longue carrière. Mais ça ne la met pas à l'abri des rappels pour autant. Une nouvelle campagne de retour en atelier a ainsi été récemment lancée par la marque japonaise pour certains exemplaires de ce roadster. Découvrez quels sont les modèles concernés, quel est le défaut à l'origine de cette opération et comment il est prévu de le corriger.

Comme les précédentes générations, l'actuelle Mazda MX-5 possède une réputation de fiabilité… le plus souvent justifiée. Cela ne signifie toutefois pas que ce roadster soit totalement exempt de défauts. Mais le constructeur se montre généralement réactif pour les corriger. Il vient d'ailleurs de lancer une nouvelle campagne de rappel, qui concerne uniquement la version animée par le quatre-cylindres 1.5 atmosphérique d'entrée de gamme. Même s'il s'agit du seul moteur encore disponible en Europe, les véhicules convoqués au garage sont ici âgés de quelques années déjà. Ils ont en effet été fabriqués entre le 14 mai 2015 et le 28 avril 2018. En France, 2 285 exemplaires de la quatrième génération de sont concernés par cette campagne qui porte le code AS025A.

Quel problème oblige Mazda à rappeler des MX-5 ?

Cette opération corrective est liée à un support de tube de carburant qui pourrait être mal fixé. Des vibrations peuvent conduire ce tuyau à entrer en résonance, en particulier lorsque la mécanique est utilisée à hauts régimes et à pleine charge. Un type d'utilisation loin d'être incongru pour un roadster connu pour son tempérament joueur, surtout que ce quatre-cylindres s'apprécie véritablement en étant cravaché. Une fuite d'essence serait ainsi susceptible de se produire. Elle pourrait conduire le moteur à caler, puis refuser de redémarrer. Mais surtout, dans les cas les plus graves, un départ de feu n'est pas exclu. Le constructeur était donc dans l'obligation de faire revenir les véhicules en atelier. Ce risque d'incendie fait d'ailleurs partie des principaux motifs de rappel en Europe, et pas seulement pour les voitures électriques.

Quel est le correctif proposé par Mazda pour la MX-5 ?

Pour corriger ce problème potentiel, Mazda procède au remplacement du tuyau d'alimentation en carburant avec son support. Cette intervention prendra environ une heure et sera entièrement gratuite, même si les MX-5 touchées sont trop âgées pour être encore couvertes par la garantie 6 ans/150 000 km du constructeur. Comme le prévoit la réglementation, le constructeur japonais devrait par ailleurs prévenir les propriétaires par courrier recommandé. Mais il propose aussi un site dédié à la vérification des rappels. Vous aurez seulement besoin du numéro de série, alias VIN (vehicle identification number), visible à la lettre E de la carte grise ou à la base du pare-brise côté conducteur.

Quels sont les problèmes de fiabilité de la Mazda MX-5 ND ?

Une fois cette intervention effectuée, vous devriez pouvoir à nouveau profiter tranquillement de votre roadster, qui n'a pas connu trop de problèmes de fiabilité depuis ses débuts en 2015. Hormis quelques bugs électroniques, quasiment inévitables sur les voitures modernes, on a surtout entendu parler d'une certaine fragilité de la boîte de vitesses sur le début de la production, essentiellement sur la version 2.0. La peinture a également tendance à se montrer peu résistante, comme sur beaucoup de productions japonaises, et quelques grincements de la capote ont été signalés. Rien de rédhibitoire cependant : la MX-5 reste bien l'une des sportives que vous pouvez le plus facilement acheter sans trop vous inquiéter, d'autant que ses coûts d'entretien sont raisonnables. En prime, le réseau Mazda a obtenu le meilleur score de satisfaction dans notre dernière enquête SAV, à lire dans le numéro 957 de L'Automobile Magazine. Nous restons toutefois toujours preneur de vos retours sur notre formulaire fiabilité, qu'ils soient positifs ou négatifs.

APRÈS 2 ANS D'UN TEST RATÉ

Audi fait machine arrière sur le nom de ses voitures

Après 30 années sous la dénomination A4, la berline familiale de la marque aux anneaux est devenue Audi A5, en 2024, afin de satisfaire la stratégie selon laquelle les modèles électriques porteraient un chiffre pair tandis que les véhicules thermiques seraient désignés par un chiffre impair. Mais cette logique problématique n'a pas fait long feu.
En effet, dès 2025, la nouvelle A6, attendue sous l'appelation A7 a finalement conservé le patronyme A6. Pour l'A4 devenue A5, la confusion en concessions ne facilite pas les transactions aussi, Audi fera machine arrière.
Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis ! En termes d'appellations de ses modèles, la marque aux anneaux a depuis quelques temps cumulé les erreurs. Motorisations qualifiées ni par la cylindrée, ni par la puissance mais par des nombres arbitraires (35, 45, 50, 55) et modèles électriques caractérisés par des chiffres pairs tandis que les thermiques étaient alors abonnées aux chiffres impairs en témoignent.
Selon cette logique implacable, l'Audi A4 dont la première mouture, celle de type B5, fut lancée en 1994 après cinq générations et trente ans de carrière est subitement devenue Audi A5, en juillet 2024,

Audi A5 : la berline qui prête à confusion

Un changement qui n'est pas sans conséquence auprès de la clientèle fidèle à l'A4 un peu perdue en concession au moment de remplacer sa berline familiale.
Et que dire au niveau des vendeurs qui doivent calmement et surement expliquer le bien fondé de la manœuvre à des personnes pouvant de prime abord penser qu'elles repartiront au volant d'un coupé, d'un cabriolet ou d'une berline basse à 5 portes "sportback" et non d'une berline ou d'un break.
L'A4 restera l'unique exemple, Audi a très rapidement abandonné cette stratégie puisqu'en mars 2025, à l'étage supérieur, la remplaçante de l'Audi A6, alors attendue sous le nom d'A7, a bel et bien conservé le patronyme Audi A6.

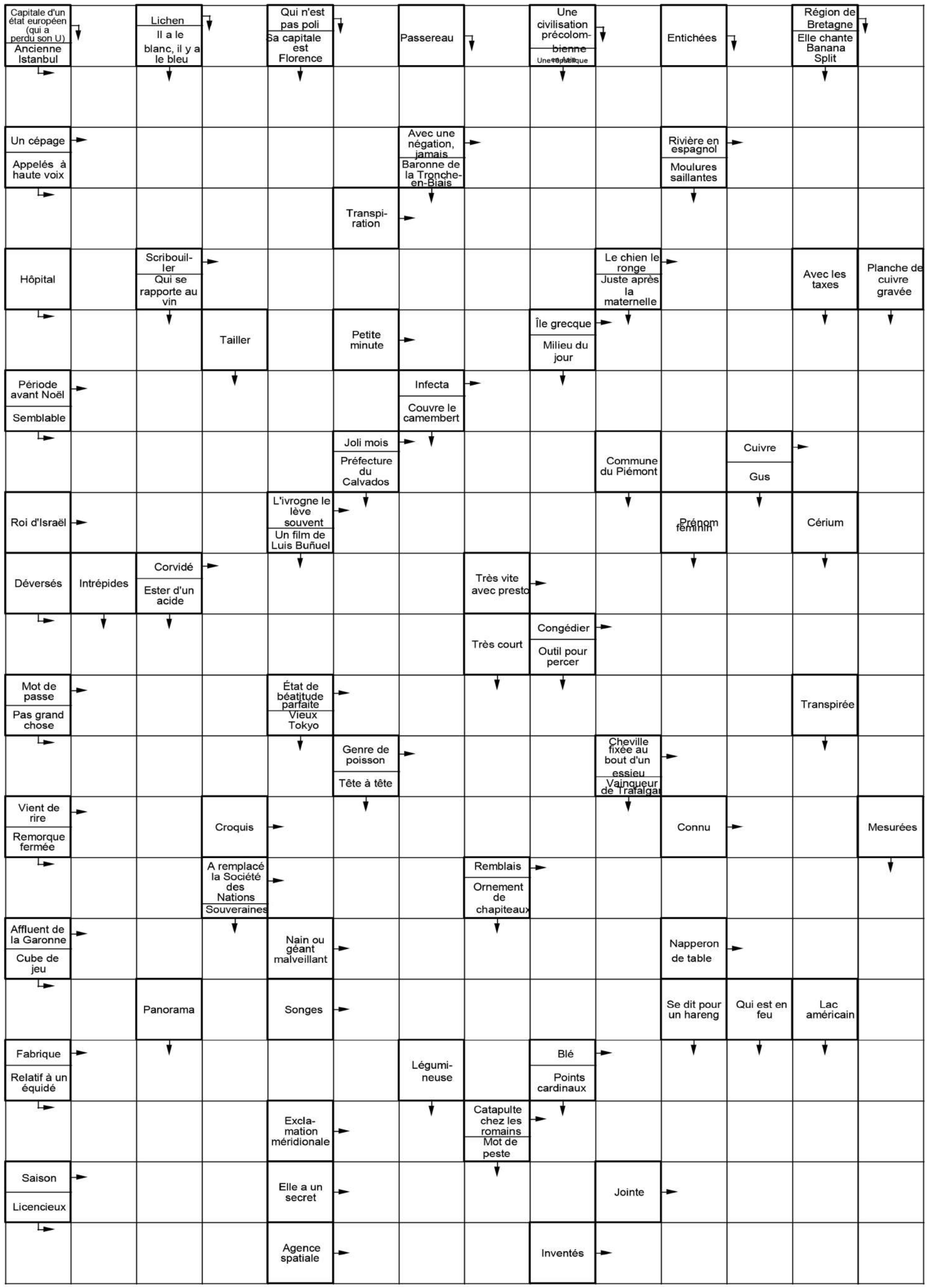
L'A5 redeviendra A4 au moment de son restylage

Lors du salon de la mobilité IAA de Munich, en septembre dernier, Gernot Döllner le PDG d'Audi depuis le 1er septembre 2023, a ouvertement reconnu que changer l'A4 en A5 – décision actée par son prédécesseur Markus Duesman - n'était pas une bonne idée. Et d'ajouter qu'il était désormais parfaitement envisageable de revenir à l'appelation Audi A4. Mais afin de ne pas ajouter de la confusion à la confusion, le moment le plus propice pour ce retour aux sources serait sans nul doute lors du restylage du modèle attendu à l'automne 2028.

Une A4 thermique et une A4 électrique

Dans le plan produit d'Audi figure également une version 100% électrique qui portera le nom d'A4 e-tron (notre illustration ci-dessus).
Cette dernière n'arrivera pas sur le marché avant 2028 le temps que la plateforme technique SSP (Scalable System Plateforme) soit prête. Une base calibrée pour accueillir la technologie 800V, des batteries de grande capacité et une puissance de charge élevée afin de réduire le temps relié à la prise. Un arsenal indispensable afin de tenir la dragée haute aux rivales BMW i3 et Mercedes Classe C EQ technology qui toutes deux seront également très affutée. Elles lui bruleront la politesse en concession.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Dimanche 8 février 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

ACCIDENTS DE LA ROUTE

8 morts et 362 blessés en 48 heures

Huit (8) personnes ont trouvé la mort et 362 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique samedi un bilan de la Protection civile.
Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger avec 2 femmes décédées, suite au dérapage et chute d'un véhicule dans un ravin au niveau de la corniche de Bologhine, dans la commune de Bologhine.

L'Algérie dénonce l'accord aérien avec les Emirats Arabes Unis

L'Algérie a engagé les procédures nécessaires pour la dénonciation de la convention relative aux Services aériens de la République algérienne démocratique et populaire et l'Etat des Emirats arabes Unis, signée à Abu Dhabi la 13 mai 2013 et ratifiée par le décret présidentiel du 30 décembre 2014.
Selon les dispositions de l'article 22 de ladite convention, la dénonciation doit être notifiée par les voies diplomatiques à la partie contractante Emiratie, avec notification simultanée au secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OAIC) pour l'accomplissement des formalités requises auprès de cette organisation.

ILLIZI/CENTRE UNIVERSITAIRE

Levée de gel sur un projet de 1.000 places pédagogiques

Un projet de 1.000 places pédagogiques au Centre universitaire Amoud-Benmokhtar à Illizi a fait l'objet d'une mesure de levée de gel, dans le cadre des efforts visant à soutenir et promouvoir l'enseignement universitaire et la recherche scientifique, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya.
Cet "important projet est susceptible de consolider les installations pédagogiques du Centre universitaire et d'y améliorer les conditions d'enseignement, en plus d'accompagner la demande croissante en termes d'encadrement universitaire de sorte à répondre aux besoins du développement local et régional", a-t-on expliqué.
Le dégel de ce projet traduit la volonté des pouvoirs publics, centraux et locaux, de soutenir l'investissement dans le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, et de contribuer à la création d'un environnement universitaire adéquat et stimulant, et à l'élargissement des opportunités de formation aux étudiants, a souligné la source.

PROMOTION DU TOURISME

La ministre expose les grandes lignes de la stratégie nationale

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi, a exposé, samedi à Alger, les grandes lignes de la stratégie nationale de promotion du secteur du tourisme, dans le cadre du plan d'action 2026-2028, qui repose essentiellement sur "le soutien au tourisme intérieur, l'amélioration du tourisme réceptif et une offre touristique qualitative et authentique".
A l'occasion de la réunion annuelle d'évaluation avec les directeurs du Tourisme et de l'Artisanat de wilaya, Mme Meddahi a souligné que cette stratégie "contribuera au développement de l'économie locale, en phase avec les aspirations de l'Algérie à une offre touristique reconnue pour sa qualité et son authenticité, et au développement d'un tourisme à même d'ouvrir de larges opportunités d'investissement et d'emploi, notamment pour les jeunes, tout en permettant aux familles algériennes de passer leurs vacances dans le pays".
La ministre a expliqué que cette stratégie s'appuie sur plusieurs axes, notamment "le soutien au tourisme intérieur, la promotion du tourisme réceptif, l'encouragement de l'investissement, la mise à disposition du foncier touristique pour augmenter la capacité d'accueil, la généralisation de la numérisation et la modernisation du secteur, ainsi que l'amélioration des services en élevant le niveau de la formation".
Elle vise, en outre, à "accueillir 8 millions de touristes d'ici 2029", au sein d'une approche reposant sur "le développement du tourisme national notamment domestique et réceptif, accompagnée de mesures pratiques et concrètes, dont le développement du tourisme côtier, du tourisme balnéaire et de la thalassothérapie, du tourisme de montagne , ainsi que le parachèvement du programme de modernisation et de réhabilitation du parc hôtelier public".
La stratégie tend également à "développer le tourisme saharien, le tourisme d'affaires, le tourisme culturel et religieux, au regard des atouts touristiques dont dispose l'Algérie" dans ces domaines, afin de "conférer un caractère d'excellence" aux offres, notamment du tourisme saharien, dans le cadre des "efforts de positionnement durable sur les marchés mondiaux du tourisme et des prix".
Dressant le bilan du secteur du Tourisme et de l'Artisanat de l'année 2025, la ministre a indiqué que le tourisme national a connu, durant l'année écoulée, une "dynamique remarquable, reflétant les efforts consentis en matière de promotion de l'investissement touristique et d'extension du parc hôtelier, en tant que pilier essentiel de la diversification de l'économie nationale". Elle a, à ce titre, fait état de "la réception de 129 projets touristiques, avec la programmation de la réception de 196 nouveaux projets au cours de l'année 2026".
Dans le domaine de la promotion touristique, Mme Meddahi a fait savoir que la participation aux manifestations nationales et internationales, et la simplification des procédures d'octroi du visa touristique ont contribué à "porter le nombre de touristes entrés en Algérie à plus de 3,5 millions, outre l'approbation de 90 nouveaux projets touristiques".

APS

PROTECTION CIVILE

Exercice national de simulation d'un séisme d'une grande intensité à Bouira

Une manœuvre nationale d'envergure, baptisée "SEISMEX 2026", visant à simuler un fort séisme de magnitude 6,7 sur l'échelle de Richter, a été lancée vendredi soir à Bouira par la Direction générale de la protection civile (DGPC), avec la participation notamment de 44 détachements de renfort aux premières interventions (DRPI) venus de différentes wilayas du pays, a-t-on appris auprès de ce corps constitué.
Lancée dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action opérationnel de la DGPC pour l'année 2026, cette manœuvre enregistre la participation de 6003 éléments de tous grades, dont 44 détachements de renfort aux premières interventions (DRPI), formés d'équipes de commandement, de sauvetage et de déblaiement, de plongée aquatique et subaquatique, ainsi que de groupes de recherche et d'intervention dans les milieux périlleux, d'équipes de plongée, de brigades cynotechniques et de cellules d'intervention en cas de risque nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC), a déclaré à l'APS le lieutenant Youcef Abdat, chargé de la communication à la DGPC.
Cet exercice national qui se poursuivra jusqu'au 12 février, vise à "évaluer les capacités de mobilisation et de réaction des services de la protection civile en cas de catastrophes et de crises, ainsi que pour tester leurs capacités d'intervention en matière de secours et de sauvetage, avec la simulation d'un séisme violent dans la wilaya de Bouira", a expliqué le lieutenant Abdat.
Selon le même officier, le scénario de cet exercice de simulation repose sur l'hypothèse d'un séisme de magnitude 6,7 degrés sur l'échelle de Richter, survenu dans la partie Sud-est de la wilaya de Bouira, avec un épicentre situé à 14 km de la commune d'Oued El Berdi.
"Ce séisme affecterait directement les communes d'Oued El Berdi, Bouira, El Asnam et Sour El Ghozlane, entraînant des victimes, des personnes portées disparues, ainsi que de multiples incidents, notamment l'effondrement de bâtiments, l'écroulement de parois de barrage, de graves accidents de la circulation, des affaissements de sol, le déraillement de convois ferroviaires, des explosions, des fuites de matières dangereuses, ainsi que d'autres situations d'urgence simulées", a-t-il précisé.
Dans de telles circonstances, il est nécessaire de prendre une série de mesures et de décisions urgentes, en particulier au niveau local, sur la base des reconnaissances de terrain et du nombre d'appels reçus par le centre de coordination opérationnelle. "Cela implique l'activation du plan ORSEC wilaya, à travers la mobilisation de l'ensemble des ressources humaines et matérielles prévues par ce plan, ainsi que la mise en place de postes de commandement opérationnels pour assurer la coordination entre les services de la Protection civile, le poste de commandement fixe et le poste de commandement opérationnel", a estimé le lieutenant Abdat.
Pour la première fois, un poste vétérinaire avancé (PVA) sera mis en place pour prendre en charge les incidents et blessures susceptibles de toucher les chiens de recherche lors des opérations.
Par ailleurs, des équipes d'évaluation des risques des bâtiments, composées de 70 officiers ayant reçu une formation spécialisée en 2025, ont été constituées pour y participer.
Le niveau d'alerte sera ensuite relevé au deuxième niveau à l'échelle locale, avec la mobilisation des détachements de renfort pour les premières interventions.
Des mesures nécessaires seront prises pour intégrer des équipes de secours étrangères, si la situation l'exige, notamment par la mise en place d'une zone internationale, a-t-il ajouté, précisant que trois équipes nationales seraient chargées d'installer les dispositifs permettant d'accueillir les équipes internationales et d'assurer leur coordination dès leur arrivée sur le terrain.
Concernant les objectifs, l'officier Abdat a indiqué que cette manœuvre visait à évaluer les délais de réponse des services de la protection civile en cas de catastrophes de grande ampleur, à harmoniser les techniques et méthodes opérationnelles adoptées, ainsi qu'à évaluer l'organisation opérationnelle de la mobilisation de moyens humains et matériels importants. Il s'agit également, selon lui, de mesurer l'efficacité des dispositifs et des procédures opérationnelles mis en place.

APS